



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2533
17 février 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Violences policières **La barbarie** **d'une société** **en crise**



EURONEWS

Le camp des travailleurs
La campagne
de Nathalie Arthaud



Pages 8 et 9

Agression de Théo : la violence sociale d'un système barbare

L'agression dont le jeune Théo a été victime à Aulnay-sous-Bois est révoltante. Ce passage à tabac par quatre policiers, ce viol avec une matraque, ces humiliations racistes sont insupportables.

Et l'injustice continue : un viol ayant entraîné une déchirure de 10 centimètres est jugé « non-intentionnel » par l'IGPN ! Des jeunes accusés d'avoir jeté des pierres sont déjà condamnés par des tribunaux à de la prison ferme, tandis que les quatre policiers sont laissés en liberté. Au nom de la présomption d'innocence ? Mais de quelle présomption Théo a-t-il bénéficié ? Aux yeux de la police, les jeunes qui passent un moment en bas de leurs immeubles sont présumés coupables, voire sont des « bamboulas », comme l'a justifié un syndicaliste policier !

Fillon a expliqué que « la police, la gendarmerie, les forces de sécurité [...] n'ont rien à voir là-dedans » ! En prenant le parti des bourreaux contre leur victime, il est dans son rôle de défenseur de l'ordre social capitaliste. Et Le Pen aussi, qui a pris la défense des policiers, tandis qu'un responsable du FN traitait Théo de « racaille » !

Théo a survécu et peut témoigner. Mais qu'a subi le jeune Adama Traoré, mort le 19 juillet dernier dans la gendarmerie de Beaumont-sur-Oise ? La bavure d'Aulnay n'est pas un cas isolé. Chaque année, des jeunes et des moins jeunes meurent à la suite de l'intervention de la police. Les interpellations qui tournent mal parce que certains policiers se comportent comme en territoire ennemi sont légion. C'est ce que dénonçaient samedi ceux qui ont manifesté à Bobigny, et qui ne se résument pas aux casseurs.

Les policiers sont certes en première ligne face à bien des violences qu'engendre la désagrégation de notre société. Mais renforcer leurs pouvoirs ne fera qu'empirer les choses. Le PS est revenu sur la mesure symbolique qu'aurait été la délivrance d'un récépissé lors d'un contrôle d'identité. Il veut assouplir les règles d'utilisation des armes, reprenant ainsi, avec le soutien de la droite et du FN, les revendications policières. La société que cela nous prépare, c'est celle des États-Unis, où les policiers ont un permis de tuer.

Il faut au contraire lutter contre les inégalités et contre ce chômage de masse qui gangrène la société et confisque

toute perspective d'avenir aux jeunes des quartiers populaires.

Théo a 22 ans et est au chômage, comme tant de jeunes des classes populaires. À 22 ans, Charles, le fils de François Fillon, étudiant en droit, avait un job d'étudiant : il était assistant de son père sénateur, et gagnait 4 846 euros par mois... pour un travail qui n'a laissé aucune trace. Tout comme sa sœur Marie, payée 3 806 euros mensuels ! Aujourd'hui, le fils Fillon est avocat d'affaires et peut gagner en une année ce que Théo ne gagnera pas en une vie.

La voici, notre société : le racisme, l'exclusion et la répression pour la jeunesse des classes populaires ; les passe-droits et les privilèges pour les fils à papa !

Cette injustice, entre la jeunesse brisée de Théo et celle, dorée, des enfants Fillon, n'est qu'un exemple criant de celle qui traverse toute la société, entre ceux qui tentent de vivre de leur travail, et ceux qui considèrent que tout leur est dû. Les grandes fortunes reçoivent chaque jour en dividendes ce qu'une famille ouvrière ne peut gagner en une année, voire en une vie. Liliane Bettencourt, une des grandes fortunes françaises, empoche chaque semaine plus d'un million d'euros de dividendes de L'Oréal et ne paie même pas l'impôt sur la fortune.

Les affaires Fillon et Théo sont des leçons de choses : les riches ont tous les droits et les pauvres n'ont que des devoirs. La police et la justice, l'appareil de l'État sont au service des premiers contre les seconds. Cette expérience, bien des manifestants contre la loi travail l'avaient faite au printemps 2016, et des dizaines d'entre eux sont poursuivis. Ce que vivent les jeunes des quartiers, c'est un autre aspect de cet ordre social injuste.

Alors, soyons nombreux, dans les semaines et dans les mois à venir, à exprimer notre colère contre l'ordre social de la bourgeoisie. Soyons nombreux à dire que nous ne voulons plus de ces inégalités, de l'exploitation, et du racisme qui va avec. Soyons nombreux à faire entendre le camp de ceux qui, quelles que soient leur nationalité, leur religion, la couleur de leur peau, combattent la domination des plus riches sur cette société et toutes les violences qu'elle charrie.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Politiciens en campagne : Gattaz fixe le cap	4
Fillon : le candidat est pourri, son programme aussi	4
Macron : tout pour les patrons	4
Présidentielle : la bourgeoisie n'aime pas l'incertitude	5
Le Pen : ce que le patronat veut, elle le veut	5
Euro ou pas, c'est selon	5
Hamon veut rassembler : un air de déjà vu	6
Bobigny : justice pour Théo	6
Une police dressée contre les pauvres	6
La Roya : la solidarité est un devoir, pas un délit	7
Calais : les mensonges de Cazeneuve	7
La municipalité fait la guerre aux migrants	7
De Le Pen à Fillon : des propositions odieuses	7

Police : vers le droit de tuer ?	11
Pas de police sans bavure	10
Mal-logement : une question cruciale	12
Île-de-France : économies sur le logement social	12
RSA : allocataires soumis au travail gratuit	12
ENTREPRISES	
Groupe Renault, une année record... de l'exploitation	13
Iveco bus - Annonay : le préjudice d'anxiété reconnu	13
Ancor Flexibles - Argentan : de quoi avoir la rage	13
ESPA Hutchinson : la direction a dû céder	13
APF - Orly : manifestation contre une direction arrogante	14
Sophartex - Dreux : une riposte à la mesure de la colère	14
Grenoble : les aides à domicile protestent	14
Finances publiques : sous-traitants exploités, État responsable	15

Écoles maternelles : Atsem en colère	15
BNP Paribas : profits insuffisants pour capitalistes insatiables	16
DANS LE MONDE	
Grèce : la population paie toujours pour les financiers	10
Chili : la grève des mineurs du cuivre	10
Brésil : États en faillite et policiers en grève	10
IL Y A 55 ANS	
Charonne, un crime d'État impuni	11
LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD	
Un vote de conscience et de dignité ouvrière	8
Salariés, chômeurs et précaires, le même camp	8
1 800 euros, un minimum pour se loger et vivre	8
Chômage : il faut interdire les licenciements	9
À bas le secret des affaires	16

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Hamon : de la poudre aux yeux

« Un futur désirable pour faire battre le cœur de la France » : voilà ce qu'on peut lire, en introduction à son programme, sur le tract de Benoît Hamon que les militants du Parti socialiste commencent à distribuer.

Du point de vue du style, l'ensemble du texte, centré sur « les transitions à l'œuvre », est de la même eau. Mais quel programme se cache derrière ces envolées qui se veulent lyriques ? Bien malin qui y trouvera des propositions concrètes et une quelconque espérance pour les travailleurs.

Instaurer une VI^e République, revenir à un septennat présidentiel, interdire le diesel, augmenter la part du bio dans les cantines scolaires, créer un impôt européen sur les multinationales, etc., on nous a déjà chanté la chanson. Toutes ces propositions restent nimbées d'un flou artistique et, de plus, elles sont à des kilomètres des préoccupations principales des millions de travailleurs, ceux qui ont un emploi mais n'arrivent pas à s'en sortir avec leur faible salaire, les plus de cinq millions de chômeurs à qui l'on ne propose même pas d'emploi, et les retraités qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Depuis sa sortie du gouvernement en 2014, Hamon s'est posé en candidat de la gauche du PS, opposé à la politique de Hollande, et il a cultivé une ambiguïté qui peut faire croire qu'il est différent. Mais, même dans son tract électoral, il semble encore faire machine arrière par rapport aux points du programme développés sur son site.

Hamon a fait du revenu universel son cheval de bataille, mais son tract ne mentionne même plus les 750 euros – somme

pourtant bien insuffisante pour vivre – évoqués dans son programme sur Internet. Seul point positif qui se trouve dans les deux textes, mais si maigre qu'il ne peut pas répondre aux attentes, il propose d'augmenter le RSA de 10 % en 2018 et de l'étendre aux jeunes de 18 à 25 ans. Quant au smic, Hamon dit vouloir l'augmenter lui aussi, mais ne dit ni quand ni de combien. Si cette hausse se limite à la revalorisation habituelle, il n'aura certes pas renié sa promesse, mais les travailleurs n'auront rien de plus dans leur poche. Hamon ne chiffre non plus aucun montant pour ce smic, alors qu'aujourd'hui il devrait être au minimum de 1800 euros net. On peut constater la même chose avec l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires qu'il envisage, où le flou est total.

Dans ce tract, Hamon ne dit rien non plus sur l'abrogation de la loi travail, cette attaque violente contre les travailleurs, et contre laquelle ils se sont mobilisés. Rien sur le chômage, pourtant la principale préoccupation des travailleurs, ni sur les moyens à employer pour le combattre et obliger les entreprises bénéficiaires à embaucher.

Hamon n'entend pas s'attaquer à ce système au service exclusif des classes possédantes. Il ressort de ses propositions que, s'il était élu, les travailleurs n'auraient droit qu'à des miettes, ou plutôt à leur apparence.

Marianne Lamiral



Politiciens en campagne : Gattaz fixe le cap

Avant même de recevoir fin mars la plupart des candidats à l'élection présidentielle, le président du Medef, dans un long entretien au Figaro, a expliqué ce qu'il attend du futur locataire de l'Élysée.

Gattaz sait d'avance que le président élu fera tout pour satisfaire au mieux les intérêts du patronat. Mais cela ne l'empêche pas de fixer les grandes lignes de ce qu'il en attend dès les premiers mois de son quinquennat.

Pour Gattaz, rien moins qu'un « avenir radieux est possible pour la France ». C'est vrai que le passé l'est déjà pour les siens, avec les 40 milliards d'euros annuels de baisse de prélèvements rien qu'avec le CICE et les 56 milliards d'euros de dividendes distribués l'année dernière aux actionnaires du CAC 40. Mais le représentant du patronat voit plus loin, même si au passage sa promesse de créer un million d'emplois, dont la réalité s'est réduite au port d'un petit pin's pendant quelques jours, est passée aux oubliettes.

Les solutions de Gattaz sont simples : tout pour le patronat, rien que pour le patronat. Pour commencer,

il propose de supprimer massivement les formations offertes aux jeunes en les réduisant aux stricts besoins des entreprises. Face aux réglementations entravant l'exploitation dénoncées par le dirigeant du Medef comme des carcans, sa solution serait de détruire ce qui reste du Code du travail.

À côté des revendications immédiates du patronat, comme de plafonner les indemnités prud'homales et de supprimer le compte pénibilité, Gattaz met en avant des projets plus vastes. Il propose de réduire d'un tiers l'impôt sur les sociétés, pour le rabaisser à 22 % au lieu des 33,33 % d'aujourd'hui. Amoureux des chiffres ronds, il propose pour cela de puiser 100 milliards dans les caisses de l'État. Et comme les suppressions de services utiles à la population et les destructions d'emplois publics ne suffiront pas, il suffira de

taxer encore un peu plus les classes populaires en augmentant de deux points la TVA.

Attention, contrairement à ce que font entendre certaines mauvaises langues, Gattaz ne fait pas de politique, le satisfecit donné à Fillon et en partie à Macron ne valant pas adoubement patronal. Répondant au journaliste qui s'interrogeait sur le moyen d'éviter de mettre deux millions de travailleurs dans la rue avec un tel programme, le roué président du Medef conseille une subtile pédagogie : ne pas seulement affirmer qu'il faut travailler plus et plus longtemps en gagnant moins, mais faire croire que cela permettra à terme une amélioration de l'emploi.

Nul doute que ces bons conseils seront écoutés avec attention par les candidats qui, au pouvoir, aspirent à servir les intérêts de la bourgeoisie. Aux travailleurs de se préparer à répondre collectivement à toutes ces attaques programmées.

Gilles Boti

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Beauvais

Dimanche 5 mars
à partir de 11 heures
Espace Argentine
15, rue du Morvan
à 12 heures : allocution
de Nathalie Arthaud

Creil

Samedi 11 mars
à partir de 16 heures
Salle Georges-Brassens
à Villers-Saint-Paul
à 18 h 30 : allocution
de Roland Szpirko

Angers

Samedi 18 mars
à partir de 16 heures
Salle Aragon, rue
Joseph-Bara à Trélazé
à 19 heures : allocution
de Nathalie Arthaud



Fillon: le candidat est pourri, son programme aussi

Après les révélations sur les emplois fictifs de sa femme et de ses enfants, Fillon a repris sa campagne, perturbée à chaque étape par des manifestants.

Il a commencé par se rendre à Troyes, auprès de François Baroin, puis à Poitiers, auprès de Jean-Pierre Raffarin. Il s'agissait de montrer qu'il a le soutien de ces leaders des Républicains. Au cours de son meeting à Poitiers, Fillon s'est présenté comme la victime d'une campagne de calomnies: «Si je suis à ce point l'homme qu'il faut mettre à genoux, c'est parce que je suis porteur d'un projet qui bouscule le système.» Fillon, antisystème? Mais son programme ne fait qu'aggraver la politique menée par le gouvernement de gauche, et par Fillon lui-même avant 2012: suppression massive de postes de fonctionnaires, recul de l'âge de la retraite, fin de l'ISE, aides massives aux entreprises.

À Troyes, Fillon n'a pu éviter de croiser des manifestants l'appelant «escroc, voleur». De même, en visite à La Réunion le week-end suivant, il a de nouveau croisé des manifestants lui réclamant de «rendre l'argent». La presse réunionnaise a critiqué des propos relevés dans ses meetings, comme à Sablé-sur-Sarthe, cet été, où il avait justifié la colonisation en affirmant: «La France n'est pas coupable d'avoir voulu faire partager sa culture aux peuples

d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord.»

Sur place à La Réunion, Fillon a qualifié l'île de «symbole de la grandeur de la France», comme aux plus beaux jours de l'époque coloniale. Et d'ajouter à propos de l'immigration: «Il est temps de serrer les vis et de rappeler que la France est une nation, pas une passoire. Sur l'île voisine de

Mayotte, l'immigration clandestine est une menace pour la cohésion sociale.»

On verra si Fillon réussira à faire oublier ses affaires d'emplois fictifs pour parler, comme il dit, de son programme. Mais ce qu'on y trouve, la défense de l'héritage du colonialisme, du travail forcé et de l'esclavage, et les attaques contre les immigrés, ce n'est pas plus ragoûtant.

Hélène Comte



“Ce n'est pas sa place ici”

Mardi 7 février, avant de se rendre à Troyes, François Fillon s'est arrêté à l'usine du Coq sportif de Romilly-sur-Seine. Il voulait se servir du symbole constitué par la relocalisation réussie en 2010 du siège social de cette marque de polos, qui avait quitté Romilly en 1988.

Ce choix a été favorisé par une subvention de plus d'un million d'euros venant de l'État et des collectivités locales, avec en contrepartie la promesse de 200 créations d'emplois d'ici 2018. Mais il s'est traduit aussi par de rares mutations forcées de l'Alsace dans l'Aube et des dizaines de suppressions d'emplois à Entzheim. Les quelques dizaines d'emplois nouveaux à Romilly ne compenseront jamais les milliers perdus ces dernières années. Mais l'opération fut une grande réussite financière.

Le 7 février, Fillon s'est donc arrêté à Romilly, est

entré précipitamment dans l'usine, a traversé les ateliers et serré quelques mains, comme celle de Sylviane à sa machine à coudre, sans prendre le temps de l'écouter. Elle a confié son indignation aux journalistes: «Ce n'est pas sa place de venir voir les ouvriers ici. Nous, on commence à 7 heures du matin, on n'est pas du tout du même monde, on gagne 1 000 euros. On ne gagnera jamais la somme qu'il a détournée à la France.» Quelques manifestants, mais aussi des supporters, étaient tenus à l'écart, derrière les grilles de l'usine.

Le même scénario s'est reproduit à Troyes, lors de sa visite de la Technopole de l'Aube puis de la Médiathèque, au centre-ville. Fillon traversa très rapidement un groupe de supporters et ignora les manifestants dont il n'entendra pas les huées: «Remboursez!», «Le million!» Fillon s'est adressé à un aréopage de décideurs d'entreprises et d'élus à qui il aurait déclaré: «Mon rêve, c'est la France libre!», énumérant des mesures fiscales plus souples et des impôts plus légers pour les créateurs d'entreprises, la suppression de l'impôt sur la fortune...

Aucune réunion publique avec les militants Les Républicains n'était prévue. Ils avaient été invités, au dernier moment, à se masser sur le passage du

cortège. Ils ont tout juste pu lancer quelques «Fillon président!» lorsque le candidat a pénétré en hâte dans la Médiathèque, afin de tenter de couvrir des interpellations de manifestants tenus à l'écart. Un petit groupe de supporters s'est même fourvoyé à l'entrée de l'espace Argence tout proche de la Médiathèque, présentant naïvement leur carte d'adhérent LR, persuadés de pouvoir alors pénétrer dans la salle... mais il s'agissait d'une conférence sur Jérôme Bosch réservée aux Amis des musées.

Il n'est pas sûr qu'après ses affaires d'emplois fictifs, le candidat Fillon redresse sa cote de popularité grâce à ce voyage éclair dans l'Aube.

Correspondant LO

Macron: tout pour les patrons

Accusé par ses concurrents, et une partie de la presse, de ne pas avoir de programme, Macron a annoncé finalement qu'il le dévoilerait en deux temps, le 22 février et le 2 mars.

Jusque-là, cherchant ses électeurs autant à gauche qu'à droite, et du coup ne

voulant fâcher personne, il avait savamment entretenu le flou sur les mesures

qu'il prendrait en cas de victoire. Certaines ont tout de même été rendues publiques et, pour la plupart, elles caressent le patronat dans le sens du poil: suppression de l'ISF pour les actionnaires, poursuite des aides aux entreprises, sans parler de l'allongement de la semaine de travail pour les jeunes qu'il avait évoqué un temps.

Évidemment, venant de ses rivaux dans la course à l'Élysée, la critique sur l'absence de programme ne manque pas de sel. Si l'exercice obligé est de présenter un catalogue de promesses avant l'élection, tous savent qu'il n'en restera pas grand-chose une fois celle-ci terminée, les promesses, comme le dit l'adage, n'engageant que ceux qui y croient.

Et puis, s'il ne dit rien de ce qu'il fera, l'ex-banquier d'affaires ne se vante pas non plus de ce qu'il a fait. Secrétaire général adjoint de l'Élysée de mai 2012 à juillet 2014, puis ministre de l'Économie jusque fin août 2016, celui qui se présente comme un homme neuf a participé à toutes les attaques contre le monde du travail de la présidence Hollande. Il a mis en place les lois qui portent son nom qui, outre la généralisation du travail du dimanche, ont instauré le fait que les plans sociaux ne sont plus appréciés au niveau des groupes, mais à celui de l'entreprise qui licencie. Cela facilite pour de grands groupes les suppressions d'emplois dans une filiale, pour peu qu'elle présente des comptes en déficit. Les lois Macron exonèrent les

petits licenciements (moins de dix salariés) de toute justification ou contrôle. Elles suppriment aussi le risque d'être poursuivi au pénal, encouru jusque-là par les patrons pour les infractions graves au Code du travail ou à la protection des salariés, limitent les possibilités pour les salariés de contester les plans de licenciements. Si une partie de ce que prévoyait initialement les lois Macron a été modifiée, l'essentiel est demeuré, y compris au travers de la loi travail, à laquelle il a collaboré et qu'il a soutenue. Un tel bilan pèse plus que des promesses.

Pas de programme Macron? Si! Comme ses concurrents de LR, du PS ou du FN, c'est celui du patronat.

Jacques Le Gall



Présidentielle : la bourgeoisie n'aime pas l'incertitude

Comme chacun sait, le grand patronat, ceux que la presse nomme les investisseurs, et autres possesseurs de capitaux, ne détestent rien tant que l'incertitude. Il suffit de peu de chose pour les déboussoler, et les incertitudes de la campagne présidentielle y suffisent.

À l'automne dernier, tout semblait pourtant presque écrit à l'avance. Lors de ses primaires, la droite avait choisi Fillon, qui promettait du sang et des larmes aux travailleurs et du miel et des fleurs à la bourgeoisie. Cela avait d'ailleurs déjà été sa politique durant les cinq années où il avait été Premier ministre.

Mais voilà qu'une stupide affaire de favoritisme familial, somme toute banale dans le monde des politiciens, assombrit l'avenir de Fillon. Depuis la révélation de ses turpitudes, il est en baisse dans les sondages, au point que la droite, qui pariait sur le rejet de la gauche au pouvoir pour accéder

facilement à l'Élysée, pourrait ne même pas être présente au second tour de l'élection. Et même si jusqu'à présent Fillon a réussi à éviter qu'un autre homme de droite prenne sa place de candidat, il n'en traîne pas moins une caserole pesant autant qu'un boulet.

Du côté de la gauche gouvernementale, l'abandon de Hollande et l'élimination de Valls ont privé le patronat de deux candidats potentiels qui, aux plus hauts postes de l'État, lui avaient amplement démontré leur allégeance. Bien sûr il y a Hamon, issu lui aussi du gouvernement Hollande, mais qui est tellement sûr de perdre l'élection qu'il en est réduit à

faire un peu de démagogie pour plaire à la gauche de l'électorat du PS. Comment miser sur un tel cheval ?

À droite, Marine Le Pen pose encore problème au patronat, non à cause de sa démagogie anti-immigrés, mais à cause de ses discours anti-Europe, même si dernièrement elle met les bouchées doubles pour rassurer le patronat sur ses intentions.

Alors il reste Macron, issu du gouvernement Hollande et dont le pedigree de banquier plaide pour lui. Il dispose de moyens financiers, a la cote dans les médias et la « révolution » qu'il promet est de celles qui peuvent plaire au milieu patronal. Mais ce cheval sera-t-il à même de tenir la distance jusqu'au 23 avril ?

Et voilà comment une campagne électorale qui semblait acquise d'avance finit par inquiéter le patronat, au point que l'on commence à dire que les



« marchés » sont inquiets. Pour les rassurer, il faudra vraiment que l'élu de la présidentielle se dépêche

de débloquer les mesures, et surtout les milliards, que le patronat en espère.

Lucien Déroît

Lisez Lutte de classe

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 181 (février 2017)

- Élection présidentielle : voter Nathalie Arthaud, pour faire entendre le camp des travailleurs
- Le piège de la lutte contre l'islamophobie
- Végétarisme, véganisme et antispécisme : à propos de la considération humaine pour la souffrance animale
- Italie : la Constitution hors des mythes
- Le mouvement trotskyste et la révolution cubaine

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Le Pen : ce que le patronat veut, elle le veut

Invitée sur France 2 jeudi 9 février, Marine Le Pen a déroulé pendant plus de deux heures un programme hostile aux immigrés et pétri de nationalisme.

Elle promet une série d'attaques contre les travailleurs immigrés : taxation des contrats de travail avec des étrangers, obligation de deux ans de présence sur le territoire pour avoir accès aux remboursements par la Sécurité sociale, préférence nationale pour l'accès au logement.

En rendant les immigrés responsables de tous les maux, Le Pen dédouane d'abord le patronat. Comme si les licenciements chez PSA, chez Alstom et dans tant d'autres entreprises riches à milliards étaient dus à l'embauche d'étrangers ! Elle dédouane aussi, de fait, les gouvernements présent et passés. Car s'il manque des emplois et des logements, ce n'est pas parce qu'il y a des étrangers, mais parce que les gouvernements, au lieu de construire des logements et d'embaucher dans les services publics, ont utilisé l'argent de l'État pour arroser le patronat de subventions.

Le Pen a d'ailleurs clairement annoncé qu'elle poursuivrait cette politique si elle était élue, en maintenant les

dispositifs existants comme le CICE et en baissant encore l'impôt sur les sociétés. Elle n'évoque jamais d'embauches dans les services publics, sauf peut-être dans la police, et s'il n'y a pas assez de logements, sa solution n'est pas d'en construire, mais d'en exclure les étrangers. En d'autres termes, elle appelle les travailleurs à

supporter la misère.

Le Pen a prétendu vouloir lutter contre les délocalisations en augmentant les taxes douanières sur les produits importés – passant sous silence l'augmentation des prix qui en découlerait. Cinéma électoral oblige, elle a menacé Renault et PSA de les obliger à prendre sur leurs bénéfices pour rapatrier leurs usines en France. Il n'y a cependant pas de quoi trembler pour les actionnaires : Le Pen ne va pas jusqu'à dire comment

elle leur imposerait de rogner sur leurs profits. En attendant, elle n'a rien à dire contre les dizaines de milliers de postes supprimés ces dernières années par ces entreprises, non pour délocaliser, mais pour augmenter la productivité dans leurs usines, ici en France.

Comme les autres politiciens, Le Pen considère justement qu'il est normal et inévitable que la société soit organisée en fonction des profits de la minorité capitaliste. Ni ce soir-là ni dans

d'autres occasions, on ne l'a entendue dénoncer les vrais privilégiés, responsables du chômage : les grands actionnaires et PDG des grandes entreprises, les Bettencourt, Arnault, Bolloré, Peugeot. Comme le PS et la droite, elle sait qu'elle devra leur dérouler le tapis rouge si elle est élue. Et derrière ses grandes phrases sur le « peuple », tout ce qu'elle a à dire aux travailleurs est de se déchirer entre eux pour le plus grand profit du patronat.

Claire Dunois

Euro ou pas, c'est selon

En matière de programme économique, Le Pen père et fille étaient jusque-là plus sommaires encore que leurs concurrents de droite et de gauche. Deux mesures devaient selon eux résoudre tous les problèmes : transformer les travailleurs immigrés en esclaves sans droits, d'une part, sortir de l'Union européenne et revenir au franc, d'autre part.

Marine Le Pen a évidemment gardé la propagande raciste et antiouvrière mais, espérant accéder un jour au pouvoir, elle a dû en rabattre sur la sortie de l'euro. En effet la grande bourgeoisie, qui détient la réalité du pouvoir dans ce pays, est pour le moment favorable à l'euro et à l'Union européenne, qui facilitent

ses affaires. L'opinion publique officielle, les patrons du luxe, de l'automobile ou de la banque, n'ont cessé d'affirmer les bienfaits de l'euro. C'est à ces gens-là que Marine Le Pen fait allégeance lorsqu'elle bafouille sur la sortie de l'euro sans en sortir tout en en sortant, comme elle l'a fait lors de son émission de

télévision jeudi 9 février.

Vis-à-vis de son électorat, Marine Le Pen veut continuer à dire que l'euro et l'Union européenne sont la cause du chômage et de la baisse du niveau de vie, ce qui a le mérite de dédouaner le patronat de ses responsabilités en la matière. Dans ses 114 propositions, elle en dit le moins possible sur la question. Le programme se borne à évoquer « une Union européenne respectueuse de la souveraineté de la France » et à promettre un référendum sur la question, après négociation avec les partenaires européens. Rien que de très banal, de très

fumeux et qui indique aux capitalistes qu'ils peuvent dormir sur leurs deux euros.

Ce demi-revirement de Marine Le Pen n'est pourtant qu'apparent et son grand écart n'est pas si douloureux. Car, franc ou euro, tout ce petit monde de la bourgeoisie et de ses représentants est d'accord pour maintenir les travailleurs sous le joug. Et, au-delà des programmes électoraux, de la démagogie de l'extrême droite et même de la monnaie ayant cours, c'est là le fond de la question.

Paul Galois

Bobigny : justice pour Théo !

Si la presse a surtout insisté sur les violences survenues en marge du rassemblement, celui-ci a néanmoins réuni à Bobigny, le 11 février, plus d'un millier de personnes. Des jeunes surtout étaient venus clamer leur indignation suite aux violences policières dont a été victime Théo à Aulnay-sous-Bois.

Preuve que l'indignation déborde largement le cadre des cités de banlieue, ces jeunes venaient d'horizons très différents. Parmi les nombreuses pancartes, on pouvait lire : « *La police tue, viole, mutile et demande plus de pouvoir ? Non au permis de tuer !* », « *Le respect ne se quémande pas, il s'impose par la lutte !* » ou encore « *Bamboula et fier de l'être* », allusion aux propos révoltants d'un représentant du syndicat SGP-FO Police qui jugeait ce terme « convenable ».

Parmi les intervenants, beaucoup ont insisté sur les violences dont sont

victimes les jeunes des quartiers populaires, tant il est vrai que le contrôle au faciès et les insultes racistes y font partie du quotidien. Mais d'autres sont intervenus pour affirmer que l'aspect racial ne devait pas occulter le problème de fond, à savoir le caractère de classe de la police. Comme l'a souligné

un représentant des Jeunes communistes, derrière le comportement des policiers, il y a le mépris social de leur hiérarchie. « *Le 93, c'est la jungle* » dit-on à des policiers fraîchement arrivés de province. « *La police n'est pas au service de l'ordre public, elle est au service de l'ordre social* », a justement ajouté ce

Rassemblement "avec Théo et les autres victimes"

Samedi 18 février à 15 heures, à Paris, place de la République

À l'initiative du CRAN, de la Ligue des Droits de l'Homme, du MRAP, de SOS Racisme, de la CGT

et de la FSU, un rassemblement est organisé en protestation contre les violences policières d'Aulnay-sous-Bois.

Lutte ouvrière soutient cette manifestation.

militant.

La violence policière envers les jeunes des quartiers populaires illustre tout le mépris à leur égard

d'un appareil d'État dont la fonction essentielle est la défense des intérêts des classes riches.

Correspondant LO



À Rouen aussi, les manifestants réclament justice pour Théo.

Une police dressée contre les pauvres

Le viol de Théo par les policiers n'est pas seulement l'acte isolé de quelques brebis galeuses dans la police, mais le résultat d'une politique et d'un climat entretenu par ceux qui sont à la tête de l'État.

L'itinéraire du commissaire d'Aulnay, supérieur hiérarchique des agresseurs, laisse deviner l'ambiance dans son commissariat. En 2004, alors qu'il était chef adjoint de la brigade anticriminalité de nuit à Paris, ses hommes avaient plaqué au sol après une course poursuite un chauffard ivre qui menaçait sa passagère. L'homme avait fini sur le bitume,

pantalon et slip baissés, un enjolveur entre les fesses, et avait accusé les policiers de l'avoir menacé de sodomie. Le commissaire était présent sur les lieux et avait été condamné à l'issue du procès à un an de prison avec sursis et un an d'interdiction professionnelle pour abstention volontaire d'empêcher un crime ou un délit.

Ces actes auraient dû

interdire à vie à un tel individu d'occuper un emploi dans la police, et encore plus un poste de responsabilité. Mais manifestement il ne s'agissait que de brouilles pour ses supérieurs hiérarchiques, puisqu'ils l'ont nommé commissaire responsable de tout le district nord-est de la Seine-Saint-Denis. À moins qu'ils n'aient pensé que ce sont précisément de tels chefs qu'il faut aux policiers travaillant dans les banlieues.

Dans les manifestations contre les violences policières qui se sont déroulées après le viol de Théo, les

jeunes dénoncent le racisme de la police lors des contrôles d'identité au faciès. Une illustration de ce racisme qui gangrène les forces de répression a encore été donnée lors d'un débat dans l'émission « C dans l'air » sur France 5. Répondant au témoignage d'une jeune fille qui relatait comment elle se faisait traiter de « bamboula » par les policiers, un représentant du syndicat Unité police SGP-FO, qui recueille presque 50% des voix aux élections professionnelles a déclaré : « *Bamboula, ça reste encore à peu près convenable.* » Dans les banlieues,

la police est maintenue dans un climat d'hostilité vis-à-vis de la population, et en particulier des immigrés. Des brigades spécialisées comme la Brigade de sécurité de terrain (BTS), à laquelle appartenaient les policiers auteurs du viol de Théo, sont envoyées en patrouille équipées de toute une panoplie, casques, uniformes noirs, armes du type lanceur de balles, comme si c'était la guerre avec les jeunes du quartier. Il n'est pas étonnant que bien souvent la guerre finisse par éclater!

Daniel Mescla

Hamon veut rassembler : un air de déjà vu

Depuis qu'il a emporté la primaire socialiste, Benoît Hamon multiplie les rencontres, avec pour objectif de rassembler la gauche, seule chance pour lui de franchir le premier tour.

Pour cela, Hamon doit réunir derrière lui au moins une partie importante du Parti socialiste. Cela n'est pas forcément simple pour celui que les médias, et lui-même, ont présenté comme l'opposant à la politique menée au gouvernement par ce même parti, mais son entrevue avec Hollande quelques jours après sa victoire, les signes d'apaisement envoyés par Valls à ses soutiens sont là pour l'y aider.

Il veut aussi que son équipe de campagne représente toutes les sensibilités du parti. Deux de ses

porte-parole sur sept sont ainsi des proches de Hollande, et des amis de Valls sont présents à la direction de sa campagne. Voilà pour ceux qui pensaient, en votant Hamon, désavouer la politique du gouvernement.

Dans le même temps, Hamon fait les yeux doux aux partenaires traditionnels du PS. Les négociations pour le retrait du candidat d'Europe écologie-Les Verts, Yannick Jadot, sont en cours. Étant donné la proximité des élections législatives et de la présidentielle, il est probable que Hamon saura

trouver les mots tendres, en terme de circonscriptions, convenant aux oreilles écologistes.

Quant à la direction du PCF, qui regrette un peu d'avoir déjà choisi son poulain en la personne de Mélenchon, elle estime que la victoire de Hamon « *rouvre le jeu à gauche* » et plusieurs cadres appellent à une candidature unique.

Il n'y a rien de neuf dans tout cela. Il ne s'agit que de la énième version de l'Union de la gauche. Si Hamon rame ferme pour jouer les rassembleurs, Jean-Luc Mélenchon, lui, adopte une posture inverse. Face aux avances appuyées de son rival, il campe dans une attitude de refus, expliquant qu'on ne se paiera pas sa

tête en lui « *multipliant les bisous partout* ». Et d'ajouter qu'il n'acceptera ni les combines ni les combinaisons, ajoutant même ironiquement qu'il accepterait une unité à condition qu'elle se fasse derrière sa personne.

Cette théâtrale fermeté tiendra-t-elle jusqu'à l'élection, voire au-delà ? Il serait bien naïf de croire que Mélenchon se refusera aux accords et aux combinaisons politiques, sous prétexte qu'il refuse, pour le moment, celles que lui proposent les amis de Benoît Hamon. Car que propose-t-il d'autre lorsqu'il évoque ses projets de nouvelle Constitution ou les mesures qui figurent dans son programme ? Il veut une coalition d'élus qui constituerait

une majorité parlementaire et qu'il qualifie de nouvelle parce qu'il en prendrait la tête. Si cela n'est pas une construction politique, qu'est-ce d'autre !

Derrière un discours qu'il s'efforce de rendre virulent, Mélenchon reste non seulement dans le cadre du système économique en place qu'il refuse de contester même en paroles, mais aussi dans le cadre institutionnel. Il s'inscrit dans cette logique dont on vérifie en permanence l'impuissance à changer le sort des classes populaires, et qui consiste à leur répéter, d'une consultation à l'autre : « *Votez pour moi et je ferai le reste* » !

Jean-Pierre Vial

La Roya : la solidarité est un devoir, pas un délit

Cédric Herrou a été condamné à une amende de 3 000 euros avec sursis par le tribunal de Nice pour avoir pris des migrants en auto-stop depuis l'Italie. Il a par contre été relaxé pour les autres gestes de solidarité en vertu desquels il avait été traîné en justice, qu'il s'agisse d'avoir hébergé des migrants dans sa ferme de Breil-sur-Roya ou d'avoir occupé une colonie de vacances désaffectée de la SNCF.

Ce jugement sonne comme une victoire pour tous ceux qui, comme Cédric Herrou, se battent contre la politique répressive du gouvernement à l'encontre des migrants. Ses attendus même pourront être utilisés dans ce combat, par exemple lorsque les juges affirment que, vu la détresse physique et morale des migrants tentant de passer coûte que coûte la frontière entre l'Italie et la France, « il ne saurait être reproché à quiconque

de leur avoir ouvert la porte, donné une écoute ou des moyens d'hygiène ».

Ces mots sonnent comme un rappel du texte que la mère de Cédric Herrou avait envoyé au procureur, rappelant l'histoire de sa propre famille, semblable à celle de bien des migrants actuels : « *Ma grand-mère paternelle a elle aussi, en 1918, passé la frontière d'Italie à pied, par les montagnes. Elle a perdu le bébé qu'elle portait au cours de ce périple. Elle s'est louée*



Rassemblement de soutien à Cédric Herrou devant le tribunal de Nice.

comme une bête de somme pour tirer les charrettes. Je me souviens d'elle avec la lanière de cuir qui lui barrait le torse. »

Comme l'a déclaré

Cédric Herrou devant les manifestants venus le soutenir à la sortie du tribunal : « *On continuera à agir, et ce n'est pas sous la menace d'un préfet ni*

les insultes d'un ou deux politiques que nous arrêtons. Nous continuerons, car c'est nécessaire de continuer. »

Daniel Mescla

Calais : les mensonges de Cazeneuve

Le démantèlement de la « jungle » de Calais, le 23 octobre, devait être une opération humanitaire sans précédent. C'est en tout cas ce que prétendait le gouvernement.

Un texte distribué aux réfugiés promettait à tous ceux qui monteraient librement dans les bus pour se rendre dans les Centres d'accueil et d'orientation (CAO) qu'« il n'y aurait pas de coercition au sein des centres. Aucune décision contraire à votre volonté n'y sera prise, notamment si vous avez laissé des empreintes dans un autre pays européen. » La grande crainte des réfugiés était qu'on leur applique la procédure dite de Dublin, qui prévoit qu'un migrant peut être renvoyé dans le premier pays européen où l'on a pris ses empreintes.

Or la moitié des 7 000 migrants ont laissé leurs empreintes dans d'autres pays, qui en Bulgarie, qui en Roumanie ou en Grèce. Ils n'ont donc accepté de monter dans les bus que

sur la foi de cette promesse. Elle avait été confirmée par Bernard Cazeneuve, lui-même alors ministre de l'Intérieur : « *Je ne souhaite pas qu'à partir des CAO on procède à des opérations de "dublinage". Ceux qui sont dans les CAO ont vocation à être accompagnés vers l'asile dès lors qu'ils relèvent de ce dispositif.* »

Mais, très rapidement, les associations d'aide aux migrants ont alerté les autorités sur le non-respect de ces engagements, certaines préfectures n'en tenant aucun compte et procédant immédiatement à des mises en résidence surveillée, aussitôt suivies d'expulsions. C'était, dès décembre 2016, le cas de la préfecture de Haute-Garonne. Aujourd'hui, d'après *Le Monde*, en Seine-Maritime, une trentaine

de personnes ont été arrêtées. Arlette Sauvage, responsable de la Cimade dans les Ardennes, certifie que dans la région « *plus d'une centaine de personnes sont assignées à résidence et attendent leur renvoi.* » D'après un responsable préfectoral du Grand-Est,

l'ordre vient du gouvernement : « *Une contre-directive nous a demandé, deux semaines après l'évacuation, de mettre tout le monde en procédure Dublin.* »

Le gouvernement socialiste fait montre d'une odieuse duplicité. Devant les caméras, le ministre

tient des discours léni-fiants mais, face aux migrants, il leur ferme les portes et s'ingénie à leur rendre la vie en France la plus difficile possible. Cazeneuve et Hollande n'en sont pas à un mensonge d'État près !

Aline Urbain

La municipalité fait la guerre aux migrants

Comme il était prévisible, l'afflux de migrants continue à Calais. D'après les associations, ils seraient environ 300, dont une grosse proportion de mineurs, à errer en ville, à l'affût d'un passage possible pour l'Angleterre.

Mais, du fait du démantèlement de la « jungle » où ils campaient, leurs conditions de vie ont empiré. Ils se cachent constamment de la police et n'ont aucun endroit pour dormir. Le Secours catholique,

comme de nombreuses associations qui viennent en aide aux migrants, a voulu leur offrir la possibilité de se laver. L'association a donc commandé deux blocs de douches et un vestiaire. Ni une ni deux, la mairie a dépêché un adjoint qui a fait déposer une lourde benne pour empêcher la pose du troisième module et gêner l'accès aux douches ! Il a également dressé procès-verbal pour infraction au Code de l'urbanisme.

La mairie multiplie ainsi les tracasseries administratives contre tous ceux qui viennent en aide aux migrants, mais les associations ne désarment pas. Le Secours catholique a saisi le tribunal administratif en référé et la mairie a été condamnée, lundi 13 février, à retirer la benne sous peine d'amende. La mesquinerie de la mairie, pour ne pas dire plus, a été battue en brèche, et tant mieux.

A.U.

De Le Pen à Fillon : des propositions odieuses

Marine Le Pen crie haut et fort que les immigrés coûtent cher. Elle affirme qu'ils grèvent le budget des prestations sociales. Elle propose donc d'instaurer à l'encontre des travailleurs étrangers un délai de carence de deux années avant qu'ils puissent percevoir une quelconque prestation sociale, y compris pour ceux qui travaillent et qui donc cotisent à la Sécurité sociale.

Quand ils seront malades, ajoute Le Pen, les immigrés devront subvenir aux dépenses de leur maladie. Et d'agiter le chiffon rouge de ce trou de la Sécurité sociale dont on nous

saoule depuis des années.

La mesure proposée est odieuse. Elle est également inapplicable, car contraire à la Constitution, mais qu'à cela ne tienne, rétorque Le Pen, elle changera la

Constitution. Quant à permettre d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale, c'est une fumisterie. Ce ne sont bien évidemment pas les remboursements de soins des travailleurs étrangers malades qui grèvent de milliards d'euros les comptes de l'Assurance-maladie. Ce qui creuse le trou, ce sont les exonérations de cotisations sociales consenties aux patrons, ainsi que le défaut de rentrées consécutif à l'augmentation

incessante du nombre de chômeurs.

François Fillon entonne à peu près le même refrain dans son programme. Beaucoup d'étrangers, dit-il, ne viennent s'installer en France qu'en raison de « l'exceptionnelle générosité » du système de santé. Il propose donc qu'aucune prestation d'aide sociale, d'allocation familiale ou d'aide au logement ne soit versée à ceux qui résident en France depuis moins de deux ans. Tout juste

autorise-t-il la prise en charge des soins pour ceux qui travaillent et donc cotisent.

C'est, sur le fond, la même abjection. Et c'est surtout la même stratégie politique, qui consiste à utiliser les travailleurs immigrés comme boucs émissaires, à laisser croire qu'ils sont responsables tant du déficit de la Sécurité sociale que de toutes les difficultés, et donc à exonérer les vrais coupables.

Sophie Gargan



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Un vote de conscience et de dignité ouvrière

La campagne électorale se déroule sans qu'à aucun moment les exigences réelles des travailleurs et des classes populaires soient abordées. De Fillon et ses affaires à Macron et son non-programme, de Le Pen et ses discours anti-immigrés à Hamon et sa petite musique de gauche qui ne recouvre rien de concret, ou à Mélenchon qui se présente comme le sauveur suprême, tous expliquent qu'ils ont la recette du changement. Ils mentent tous !

Au lendemain de l'élection, en mai prochain, rien de fondamental ne changera pour le monde du travail. Quel que soit l'élu, quelles que soient ses promesses, il mènera la politique dictée par le patronat.

Pour cacher leur volonté de servir les riches, les candidats parlent tous au nom de la France. Mais parler au nom de la France, c'est faire croire que travailleurs et capitalistes ont les mêmes intérêts. C'est vouloir faire taire les exigences propres des exploités.

Ceux qui s'apprêtent à

s'abstenir, à se taire dans ces élections, donnent raison à ces politiciens. L'abstention massive des classes populaires ne les dérange pas, au contraire. Car en se taisant, elles ne disent pas leur colère.

Au contraire, voter pour Nathalie Arthaud c'est rejeter ces politiciens qui servent les riches depuis des décennies, tout en exprimant ses intérêts de travailleur.

Nathalie Arthaud se présente pour faire entendre les exigences du monde du travail. Il faut affirmer la nécessité d'interdire les



licenciements et les plans de suppressions d'emplois. Un travail et un salaire pour tous, voilà des exigences vitales pour le monde du travail !

Contrairement aux mensonges des gouvernants, les prix augmentent. Alors, pour vivre décemment, il faut que les salaires rattrapent le coût de la vie. Il faut qu'aucun salaire ne soit en dessous de

1800 euros net par mois, et une augmentation de 300 euros pour tous.

Aux patrons qui hurlent qu'ils ne pourront jamais payer de tels salaires, il faut opposer le droit de vérifier, de ne pas les croire sur parole. Les scandales à répétition ont montré la capacité des capitalistes à tricher, mentir, camoufler leurs méfaits. À bas le secret des

affaires, le secret commercial et le secret industriel ! Il faut imposer le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises, mais aussi sur les comptes de leurs propriétaires, de leurs actionnaires et de leurs familles. Alors on verra qu'il y a assez d'argent pour payer des salaires décentes à tous les travailleurs !

Marion Ajar

1800 euros net, c'est un minimum

En quinze ans, les loyers dans les grandes agglomérations ont augmenté en moyenne de 55 %, deux fois plus vite que l'inflation telle qu'elle est prise en compte pour le calcul du smic par exemple. Quant aux logements dits sociaux, construits en bien petit nombre ces dernières années, leurs loyers sont de plus en plus chers, de moins en moins couverts par les APL, et en conséquence inaccessibles au plus grand nombre.

Les loyers sont à payer douze mois sur douze, alors qu'entre les licenciements, les contrats de courte durée, les missions d'intérim et les emplois à temps partiel imposés, de plus en plus de travailleurs ne touchent pas douze salaires complets par an. Rien d'étonnant donc à ce que les loyers pèsent de plus en plus sur les budgets, surtout

quand on y ajoute les charges locatives, ou les dépenses de gaz et d'électricité. En 2013, plus de 5,2 millions de ménages ont dû consacrer plus de 35 % de leur budget au logement et, pour la moitié d'entre eux, il restait ensuite moins de 650 euros pour vivre.

Un salaire de 1800 euros net par mois n'a donc rien d'extravagant : c'est un minimum pour avoir encore un peu d'argent pour vivre, une fois le logement payé.

Jean Sanday

1800 € NET MINIMUM



Manque d'argent ?

8,8 millions de personnes ont moins de 1000 euros par mois pour vivre : le seuil officiel de pauvreté en France. L'Insee vient de rendre publics ces chiffres pour 2015. Et cela ne s'est pas amélioré depuis.

Les riches, eux, s'enrichissent toujours plus. 21 d'entre eux possèdent 40 % des richesses du pays. Quant aux 40 plus grandes entreprises du pays, elles ont versé 56 milliards de dividendes à leurs

actionnaires.

Avec ça, on pourrait créer plus d'un million et demi d'emplois dans les services publics.

Fillon, Hamon, Le Pen, Macron, etc., feignent d'ignorer qu'on ferait

ainsi reculer le chômage et la misère. Ils ne veulent pas prendre l'argent là où il est, dans les poches du patronat, car ils sont dans son camp.

N.S.

Salariés, chômeurs et précaires, le même camp

Parler du camp des travailleurs, comme le fait Nathalie Arthaud, c'est parler de ceux qui produisent tout dans cette société et assument toutes les tâches indispensables à son fonctionnement. Ouvriers, employés, éboueurs, infirmières, intérimaires, caissières de supermarché, techniciens, ingénieurs, tous sont

indispensables, contrairement aux actionnaires qui s'engraissent de leur travail.

Les chômeurs font partie intégrante du camp des travailleurs. Car ce sont les patrons qui décident si on est un travailleur avec un emploi ou sans, à temps plein ou à temps partiel, en CDI ou en intérim, salarié ou autoentrepreneur. Quelle

que soit leur situation, leur sort est lié.

Le chômage pèse sur les chômeurs et leur famille. Mais il pèse aussi sur ceux qui ont gardé un emploi, car il permet aux patrons d'user de chantage et d'augmenter la pression sur les salaires. Et tous les travailleurs aujourd'hui savent, quel que soit le niveau de leur

rémunération, quels que soient leurs diplômes, qu'ils sont des chômeurs en puissance. Le capitalisme unit tous les travailleurs dans un avenir incertain.

Il faut que le travail soit réparti entre tous. Ceux qui n'en ont pas y trouveront un emploi, ceux qui en ont un pourront alors faire baisser la pression sur les cadences

et les salaires.

C'est aussi une façon de combattre l'individualisme et le chacun-pour-soi, la violence qu'ils engendrent. C'est unir les voix et les forces de tout le monde du travail, au lieu de les laisser diviser par ceux qui servent les capitalistes en opposant chômeurs et travailleurs.

M. A.



Interdire les suppressions d'emplois

La presse évoque une reprise d'activité économique, parlant même d'une amélioration de l'emploi et de la création de 192 000 postes en 2016.

Une part importante de cette prétendue embellie sur l'emploi vient de l'augmentation de 12% de l'intérim qui, fin 2016, représentait 654 000 postes de travail.

Mais cette affirmation que le développement économique, la reprise économique, la bonne santé des entreprises, leur compétitivité seraient la seule voie pour en finir avec le chômage de masse, est celle que reprennent les candidats en vue à l'élection présidentielle. Il s'agit d'une énorme mascarade. La seule chose que les patrons veulent développer ce sont leurs profits, la masse des dividendes qu'ils distribuent à leurs actionnaires, malgré la crise dans laquelle s'enfonce leur système.

Les suppressions d'emplois, les licenciements sont justement le résultat de cette course acharnée à l'augmentation des profits. Pour les grands capitalistes, c'est précisément en baissant la masse de ce qu'ils reversent au monde du travail, sous forme de salaires, de pensions ou de service publics, qu'ils peuvent augmenter leurs profits.

C'est ainsi que des millions de travailleurs voient leurs conditions de travail empirer de jour en jour, obligés de faire seuls ce qu'on faisait à trois auparavant. Ils se voient voler leurs jours de congé, contraints de venir en heures supplémentaires sans être payés. Et cela sans parler des accidents qui augmentent, avec des salariés handicapés du travail jetés à la rue.

Voilà ce que cache la recherche de la compétitivité et du développement. Et c'est sur cette base que les emplois des uns sont supprimés, pendant que les conditions de travail, de vie, de rémunération des autres se dégradent. Le développement des profits seul intéresse la classe bourgeoise, et le chômage de masse ne la gêne pas, il l'aide à imposer ses volontés.

Prétendre que le monde du travail ne peut espérer la fin du chômage que si les affaires des capitalistes marchent mieux et se développent, est un mensonge. La seule issue pour inverser le cours actuel des choses est d'imposer, en prenant sur les profits gigantesques de la classe capitaliste, la prise en compte des besoins de la classe des travailleurs.

Il faut stopper la pompe à alimenter le chômage, en commençant par interdire



les suppressions d'emplois et les licenciements. Et il faut imposer la répartition du travail entre toutes les mains et têtes disponibles, les millions de personnes qui croupissent au chômage total ou partiel, en garantissant à tous un salaire décent. Il faut le dire dans ces élections et se préparer à l'imposer par la lutte.

Paul Sorel

sociale actuelle et pour défendre les idées communistes. Comment agir quand on n'a pas le droit de voter parce qu'on est trop jeune ? Il n'y a pas besoin d'attendre la majorité pour défendre des idées autour de soi, a répondu Nathalie. Il faut renverser le capitalisme et cela ne pourra se faire que consciemment. Les jeunes doivent prendre toute leur place dans ce combat, avec leur révolte et leurs convictions.

Échos de campagne

Nathalie Arthaud, poursuivant sa tournée de meetings, était à Caen le 9 février, à Belfort le 11, à Tarbes le 14 et à Poitiers le 15. Elle a pu aussi s'exprimer dans quelques médias.

Dans les meetings, les débats sont toujours animés. À Belfort, il a bien évidemment été question d'Alstom. Nathalie a demandé :

« Est-ce que la commande de 15 rames TGV et des 20 locomotives censée pérenniser le site Alstom de Belfort

sera bien au rendez-vous ? La direction de l'entreprise et le gouvernement assurent que oui. Mais une note du ministère des Finances de Bercy signale au contraire qu'il pourrait y avoir des obstacles juridiques. Hollande s'est engagé, mais il ne sera plus président dans quelques mois. Et il faudrait croire tous ces gens-là sur parole ?

Alstom est en négociation permanente avec la SNCF, mais ce sont des tractations secrètes. Tout cela se fait dans

le dos des salariés.

Et pendant ce temps, la direction continue de pousser dehors les salariés, tout en surchargeant de boulot ceux qui restent. Elle continue de faire son chantage à la compétitivité, alors que les profits sont en hausse.

Alors oui, il est vital pour nous de pouvoir accéder aux vrais comptes de l'entreprise et aux décisions prises. »

Dans plusieurs meetings, des jeunes sont intervenus pour dénoncer l'organisation

Réunions publiques

Clermont-Ferrand

Vendredi 17 février
à 20 heures
Salle Leclanché
Rue de Champratel

Orléans

Mercredi 1^{er} mars
à 20h30
Centre de Conférences
9, place du 6-juin-1944

Le Mans

Jeudi 2 mars
à 20 heures
Salle Henri Barbin
Boulevard
Jean-Jacques-Rousseau

Rouen

Vendredi 3 mars
à 19 heures
La Halle aux Toiles
Place de la Basse-Vieille-Tour

Nancy

Samedi 4 mars
à 16 heures
Centre Prouvé
Place de la République

Beauvais

Dimanche 5 mars
à 12 heures
Espace Argentine
15, rue du Morvan

Grenoble

Mercredi 8 mars
à 19 heures
Alpexpo
Avenue d'Innsbruck

Meeting Paris

Dimanche 26 mars

à 15 heures
Dock Pullman
Avenue des
Magasins-Général
Saint-Denis
Aubervilliers
Métro: Front-Populaire



Meeting de Belfort le 11 février.

Grèce : la population paie toujours pour les financiers

Le 20 février se tiendra une énième réunion de l'Eurogroupe, ce face-à-face entre le gouvernement grec et ses créanciers. La Grèce n'a toujours pas touché l'intégralité des prétendues aides financières promises en échange du dernier plan d'austérité, le mémorandum de l'été 2015.

Les ministres des Finances européens et le représentant du Fonds monétaire international estiment en effet que les efforts n'ont pas été suffisants, en particulier sur la réforme du Code du travail et sur celle des retraites.

En un an et demi, le gouvernement du Premier ministre Tsipras a pourtant imposé toute une série de mesures d'austérité à la

population, en lui faisant miroiter l'espoir d'obtenir la renégociation de la dette et de voir enfin la sortie du tunnel. Sans aucun autre résultat qu'un appauvrissement catastrophique des travailleurs, des chômeurs, des retraités.

Le chômage touche plus de 23 % de la population, et plus de 40 % des jeunes, selon les statistiques officielles. Pour ceux qui ont

un emploi, il est souvent précaire, mal payé, bien en dessous du minimum officiel, qui se monte à 586 euros brut par mois (510 pour les moins de 25 ans). L'IKA, qui gère la Sécurité sociale, évalue le salaire moyen à 400 euros brut par mois pour les salariés à temps partiel. Mais plus de 300 000 salariés touchent moins, en cumulant des emplois partiels et précaires. Le travail au noir, avec son corollaire l'absence de couverture sociale, se généralise encore plus qu'avant. Pris à la gorge, ou bien souvent prétendant l'être, un certain nombre de patrons

ne paient pas les salaires intégralement, ni régulièrement. Les retraités ont vu leurs retraites perdre jusqu'à 40 % de leur valeur.

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter : hausse des impôts, foncier en particulier, hausse de la TVA. Depuis le début 2017, par exemple, le carburant sans plomb coûte 1,55 euro le litre. Faute de pouvoir payer le fuel, le chauffage est un luxe : il se réduit souvent à un radiateur d'appoint qu'on transporte de pièce en pièce. 15 % de la population est tombée dans la très grande pauvreté, au lieu de 2 % en 2009. Un contribuable sur

deux ne peut rembourser ses dettes à l'État et plus de 800 000 personnes sont menacées par la justice de confiscation de leurs biens.

Tel est le résultat de sept ans de crise, d'acharnement des créanciers pour faire de la Grèce un exemple, pour rappeler au monde que les financiers ne cèdent rien. C'est le résultat de plans d'austérité mis en œuvre aussi bien par des gouvernements de droite, de centre-gauche que d'une gauche radicale qui, en arrivant au pouvoir, s'est inclinée devant les exigences des financiers.

Sylvie Maréchal

Chili : la grève des mineurs de cuivre

Depuis le jeudi 9 février, les 2 500 travailleurs de la mine de cuivre d'Escondida, dans le nord du Chili, sont en grève pour leurs salaires. Dans cette mine située à 3 000 mètres d'altitude, où les conditions de travail sont extrêmement éprouvantes, ils ont installé un campement, organisant un fonds de solidarité pour tenir le plus longtemps possible.

Lors de la renégociation des salaires pour la période 2017-2019, le syndicat des mineurs a réclamé une hausse des salaires de 7 % et le versement d'une prime annuelle de 25 millions de pesos (un peu plus de 36 000 euros). La direction de la mine n'a proposé qu'une prime de 8 millions de pesos (11 700 euros), et aucune augmentation des salaires. L'inflation au Chili ayant tourné autour de 4 % ces deux dernières années, la revendication des mineurs ne serait qu'un rattrapage et, depuis des

années. Seules les primes annuelles permettent de joindre les deux bouts.

Cette mine produit 5 % du cuivre mondial et ses principaux propriétaires, les trusts BHP Billiton (57 %) et Rio Tinto (30 %), sont riches à milliards. Ils ont mis en avant une baisse des bénéfices liée à la baisse des cours du cuivre. Mais BHP Billiton a déclaré en juillet un bénéfice de 1,2 milliard de dollars pour les seuls six premiers mois de l'année 2016, et Rio Tinto, la veille de la grève, annonçait 4,62 milliards



Les mineurs en grève.

de dollars de profits pour 2016.

La baisse du cours du cuivre n'est donc qu'un prétexte pour bloquer les salaires. D'ailleurs, quand il était au plus haut, en 2006 et 2011, les travailleurs d'Escondida avaient déjà dû faire grève pendant

plusieurs semaines pour obtenir des augmentations des salaires et des primes.

Pour l'instant, la direction de la mine refuse toute reprise des discussions. Quant au gouvernement chilien, il s'est déclaré inquiet, non pour le niveau de vie des mineurs,

mais pour le PIB du pays. Comme en 2006 et 2011, ceux-ci ne peuvent compter que sur leur lutte pour imposer à leur direction de prendre sur les bénéfices réalisés grâce à leur travail pour augmenter les salaires.

Claire Dunois

Brésil : États en faillite et policiers en grève

Entrées des casernes et des commissariats bloquées, panique dans la ville, homicides en hausse : c'est la situation à Vitoria, capitale de l'Espírito Santo, État côtier au nord de Rio. Et c'est ce qui menace l'État de Rio lui-même.

À dix jours du carnaval, les commissariats étaient paralysés à 90 % et un tiers des casernes de la police en uniforme étaient bloquées vendredi 12 février par des femmes de policiers. Tous réclament des hausses de salaire, le paiement de salaires en retard, le paiement du treizième mois et des heures supplémentaires, accumulées en particulier dans la période des Jeux olympiques.

Or l'État de Rio, organisateur des JO de 2016 et vitrine mondiale du pays, est en quasi-faillite. Et il n'est

pas le seul. Rio est pourtant un État riche, le second du Brésil pour la population et la production : métallurgie, automobile, pétrole, chimie et finance, sans parler du tourisme et du carnaval. Mais le pays est en pleine récession. Le produit intérieur brut a encore reculé de 3 % en 2016. Le chômage atteint 12 %. Rio tire du pétrole une grosse partie de ses ressources. Or le prix du pétrole a baissé et le scandale politico-financier autour de la compagnie nationale Petrobras n'arrange rien. Il faut aussi payer la

facture des travaux entrepris pour les JO. Quant aux financements venant de la fédération, ils stagnent. 20 % seulement des recettes de la fédération sont reversés aux États, qui ont la charge de la santé, d'une grosse partie de l'enseignement et de nombreux services publics.

Le gouverneur veut donc résorber le déficit de 6 milliards de dollars en augmentant taxes et impôts et en réduisant les budgets sociaux. Le maire de Rio, Crivella, évêque d'une secte évangélique richissime, a pour mot d'ordre : « Interdit de dépenser ! » Il a déjà augmenté de 20 % les prix des transports en commun. La privatisation de la Cedae, qui gère les eaux et les égouts de la ville, est en

cours. De nombreux autres services publics seront sous-traités, privatisés ou victimes de partenariats public-privé (PPP) qui dévient l'argent public vers les poches des capitalistes.

Gouverneur et maire s'attaquent aussi à leurs fonctionnaires. En décembre, le treizième mois n'a pas été versé. Le plan prévoit de baisser les salaires et de faire cotiser davantage pour la retraite, y compris les actuels retraités ! Mais d'ores et déjà les hôpitaux n'ont ni médicaments ni pansements. Des universités cessent de fonctionner, faute de matériel, d'entretien, de bourses, de salaires

Les hausses de tarifs et les coupes budgétaires suscitent l'indignation,

d'autant plus que les scandales de corruption se succèdent. Fin novembre, Cabral, gouverneur de 2007 à 2014, a été emprisonné pour avoir détourné des dizaines de millions de dollars. Il bénéficiait par exemple de la surfacturation des chantiers de rénovation du stade Maracana pour la Coupe du monde de football de 2014, qui a coûté un milliard de dollars.

L'État de Rio réclame l'aide de l'État central, pour éviter des explosions sociales, comme celle qui commence peut-être dans la police. C'est ce que craignent les milieux dirigeants, pour Rio et l'ensemble du pays. Eh bien, c'est tout ce qu'on leur souhaite.

Vincent Gelas

Police : vers le droit de tuer ?

Après les sénateurs, les députés ont adopté le 8 février un projet de loi gouvernemental renforçant encore les droits des policiers. Ces derniers, ainsi que les douaniers, les militaires qui patrouillent dans les rues et ceux qui sont en faction devant les bâtiments publics pourront désormais faire plus facilement usage de leurs armes. Par ailleurs, les peines pour outrage à policier seront durcies et l'anonymat des enquêteurs sera étendu.

Cette loi voulait répondre aux manifestations policières consécutives à l'agression au cocktail molotov de quatre policiers, en octobre, à Viry-Châtillon. Le gouvernement avait rapidement cédé aux policiers et aux politiciens de droite et d'extrême

droite réclamant plus de moyens et de possibilités répressives.

Les associations de défense des droits de l'homme, le Syndicat de la magistrature et même le défenseur des droits, Jacques Toubon, tiennent cette loi pour une absoluton par avance des

Pas de police sans bavures

Le 27 janvier s'est ouvert à Marseille le procès du policier qui, en décembre 2010, avait tué un homme d'un tir de flash-ball. La police avait été appelée dans un foyer de travailleurs pour mettre fin à une rixe. Visé par des jets de tasses, le gardien de la paix avait riposté avec son flash-ball, blessant mortellement son agresseur au thorax.

Le procureur de la

bavures policières qui ne manqueront pas de survenir. Ils montrent qu'un policier aura désormais le droit de tirer sur un individu s'enfuyant devant un contrôle d'identité. Il suffira qu'il juge que l'individu en question est dangereux.

La discussion et le vote

de la loi se sont déroulés en même temps qu'on apprenait le traitement subi par le jeune Théo à Aulnay-sous-Bois, la compréhension de la police pour les collègues tortionnaires, la mansuétude de la justice pour les cogneurs en uniforme. Aussi les députés ne

se sont-ils pas bousculés dans l'hémicycle.

Mais les quinze présents, PS, LR et FN, ont voté comme un seul homme pour laisser les mains libres aux policiers : les mains, les matraques, et même les armes à feu.

Paul Galois

République a requis contre ce policier dix-huit mois de prison avec sursis.

Le flash-ball est une arme à feu, une sorte de gros pistolet tirant des balles en caoutchouc de 5 centimètres de diamètre, qui font l'effet d'un violent coup de poing. Les consignes prescrivent de l'utiliser seulement en cas de légitime défense, à 7 mètres de distance au moins, et de ne pas viser la

tête. Introduit dans la police en 1995, le flash-ball a été généralisé par Sarkozy en 2002, et les bavures se sont multipliées, la plupart du temps pour des blessures au visage. Un rapport de 2016 fait état d'un mort et de 42 blessés graves.

En juillet 2015, à la suite d'incidents entre jeunes et policiers à Argenteuil, le défenseur des droits avait demandé un moratoire sur le flash-ball et

son interdiction contre des manifestants. Le ministre de l'Intérieur Cazeneuve, dans le droit fil de Sarkozy, lui avait répondu qu'il n'était pas question de « désarmer les forces de l'ordre ».

Le premier flic de France, quel que soit le gouvernement, se doit de défendre la corporation... jusque dans ses pires pratiques.

Vincent Gelas

IL Y A 55 ANS

Le 8 février 1962 : Charonne, un crime d'État impuni

Le 8 février 1962, la guerre d'Algérie durait depuis huit ans. L'impérialisme français, pour maintenir sa domination sur sa colonie, avait mené une guerre faite de massacres et de tortures. Mais en 1962, il était manifeste que la lutte du peuple algérien allait porter ses fruits et que l'indépendance de l'Algérie était proche.

Des négociations avaient commencé à Évian entre le gouvernement français et le GPRA, le Gouvernement provisoire de la République algérienne émanant du FLN (Front de libération nationale).

Mais la guerre continuait en Algérie, où des généraux avaient tenté en vain de prendre le pouvoir en avril 1961 à Alger. En France, l'extrême droite, sous le sigle OAS (Organisation armée secrète) commettait des attentats contre ceux dont elle estimait qu'ils soutenaient la lutte du peuple algérien, depuis des personnalités gaullistes jusqu'à des militants de gauche.

La police, largement gangrenée par cette extrême droite, faisait preuve de plus de zèle dans la répression des militants du FLN et des organisations de gauche que dans la lutte contre les assassins de l'OAS. Le massacre du 17 octobre 1961, où la police parisienne réprima sauvagement une manifestation appelée par le FLN pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens, vit en une seule

nuit des centaines d'Algériens assassinés ou jetés à la Seine par la police. Des milliers d'autres furent internés.

Dans cette situation, l'attentat de l'OAS du 7 février 1962, qui visait le domicile d'André Malraux et qui défigura une fillette de 4 ans, provoqua une énorme émotion. Le PCF appela à manifester dès le lendemain à Paris. C'était la première fois qu'il le faisait depuis le début de la guerre d'Algérie.

Malgré l'interdiction de tout rassemblement, des dizaines de milliers de manifestants convergèrent vers la place de la Bastille. Les charges répétées de la police les obligèrent à refluer vers le boulevard Voltaire, où beaucoup cherchèrent à prendre le métro à la station Charonne. Celle-ci étant fermée, les manifestants se retrouvèrent bloqués au bas des escaliers, pris au piège, entassés les uns sur les autres. Les policiers matraquèrent tous ceux qui cherchaient à s'échapper et jetèrent des grilles d'arbres sur cette masse humaine. On dénombra



neuf morts, tous militants ou sympathisants du PCF, et une centaine de blessés.

Devant l'émotion soulevée, le PCF ne put qu'appeler à une nouvelle manifestation cinq jours plus tard. Elle rassembla une foule énorme, plusieurs centaines de milliers de personnes défilant jusqu'au cimetière du Père-Lachaise. Des millions de personnes suivirent l'appel à la grève de protestation dans le pays.

La direction du PCF fit de ce qu'on appela désormais Charonne le symbole d'une politique anticolonialiste plus prétendue que réelle, cherchant à faire oublier que, depuis le début de la guerre d'Algérie, il n'avait jamais défendu l'indépendance de l'Algérie contre l'impérialisme

français. En 1956 le PCF avait voté les pouvoirs spéciaux au socialiste Guy Mollet, qui s'était fait élire pour la paix en Algérie et qui, au contraire, intensifia la guerre, en y envoyant le contingent.

Pendant toute la guerre, le PCF avait préféré au mot d'ordre d'indépendance la seule revendication très ambiguë de « Paix en Algérie ». Et en octobre 1960 encore, ce parti refusa l'organisation d'une manifestation contre la guerre, parce qu'elle était interdite. Il est vrai que le PCF n'eut jamais, à la différence de la SFIO, le Parti socialiste, de responsabilité gouvernementale dans la conduite de cette guerre coloniale. Mais sa direction attendit 1962 et les négociations entre le

FLN et de Gaulle, qui montrèrent que la bourgeoisie française s'était résolue à l'indépendance de l'Algérie, pour manifester ouvertement contre cette guerre. Les très nombreux militants communistes qui l'avaient combattue étaient ainsi restés livrés à eux-mêmes.

Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après, les assassins de Charonne sont pour la plupart décédés sans jamais avoir eu à rendre de comptes à la justice, tout comme ceux du massacre du 17 octobre 1961. L'État français, qui a tout juste été capable d'une hypocrite et très tardive autocritique, n'a jamais condamné sa police ni son armée, responsables de tant de massacres.

Cédric Duval

Mal-logement : une question cruciale

Être privé de logement, se retrouver à la rue ou hébergé par des proches, élever ses enfants dans un logement inadapté ou insalubre, être soumis aux marchands de sommeil, ce sont des catastrophes qui hantent les classes populaires.

Les promesses des candidats se succèdent, quinquennat après quinquennat, mais elles ne sont pas tenues et la crise du logement se perpétue. La pénurie de logements qui en résulte favorise la spéculation immobilière, qui chasse toujours plus de familles des centres-villes pour des logements de plus en plus éloignés. La hausse généralisée des loyers fait le bonheur des propriétaires mais elle plombe les budgets des familles.

Hollande avait annoncé la construction de 500 000 logements par an, dont 150 000 logements sociaux. Mais finalement c'est de l'ordre

de 370 000 logements, dont moins de 120 000 logements sociaux, qui sont sortis de terre. La construction de logements est laissée en grande partie aux sociétés immobilières et dans une moindre mesure aux particuliers. Les patrons du béton se détournent de la construction de logements sociaux parce que ce ne sont pas des investissements suffisamment rentables. Ils préfèrent d'autres investissements, la construction de logements de standing ou de bureaux par exemple, qui rapporte bien plus, même s'ils sont finalement sous-occupés. Ainsi, rien qu'en région parisienne, la surface de

bureaux vides avoisinait en 2014 les 4,43 millions de mètres carrés.

Loger convenablement les classes populaires nécessiterait d'orienter le budget de l'État vers le financement d'un programme massif de construction de logements sociaux. Or, aujourd'hui, l'État se contente d'inciter, aux frais des contribuables, les investisseurs petits ou grands à construire des logements destinés à la location aux prix du marché. Rien ne contraint les patrons de l'immobilier, les promoteurs, à construire les logements nécessaires, au lieu de rechercher les plus

gros profits.

Dans l'immédiat, il faudrait s'attaquer aux 3 millions de logements vacants, à commencer par ceux qui sont tout de suite habitables. La loi permet les réquisitions de logements vides, mais les procédures sont tellement longues et complexes qu'elles n'aboutissent pas. Les propriétaires sont menacés d'amendes mais beaucoup s'en moquent, vu leurs revenus. Tant que les logements manquent, les familles les plus pauvres se retrouvent les otages des propriétaires de logements insalubres ou à des loyers très élevés. D'autant qu'aucune mesure

efficace n'est prise pour limiter les abus car, pour cela, il faudrait avoir la volonté de s'attaquer à la propriété privée.

Au lieu de mesures incitatives inefficaces qui grèvent le budget de l'État, un gouvernement réellement au service des classes populaires prendrait des mesures de contrainte pour parvenir à enrayer le mal-logement au plus vite. Il faudrait seulement avoir le courage d'affronter les levées de boucliers des associations de propriétaires et d'obliger les promoteurs à agir en fonction des besoins de la collectivité.

Inès Rabah

Île-de-France : économies sur le logement social

Le 25 janvier, lors du vote du budget, la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, a revu à la baisse toutes les subventions du logement social dans les villes populaires.

Pour justifier cette décision, la ficelle est grosse : les villes populaires qui ont un parc social supérieur à 30 % des logements se voient exclues de toute aide à la construction pour les programmes dits PLAI (prêt locatif aidé d'intégration), sous prétexte de lutter contre les ghettos en Île-de-France. Cela va concerner pas moins de 130 villes. L'économie pour la région est substantielle, puisque son budget pour le logement social passera de 70 à 40 millions d'euros.

Toutes les villes de Plaine commune (Saint-Denis, Stains, La Courneuve, etc.), ou d'autres comme Villejuif, Champigny, vont

ainsi avoir un gros manque à gagner pour financer la construction des logements sociaux les moins chers. Plaine commune habitat (le bailleur social) va ainsi perdre 3,5 millions d'euros. À cela s'ajoute une perte annuelle de 7 millions pour Plaine commune, somme destinée à financer les équipements publics qui suivent la construction de logements sociaux bon marché. Le prétexte invoqué est le même : d'après la présidente, l'agglomération a trop de logements sociaux, et aucune subvention ne doit les encourager !

Valérie Pécresse prétend ainsi favoriser la mixité sociale, en privilégiant

les logements plus chers comme les PLS (prêt locatif social). Mais, pour un trois-pièces, le locataire paiera alors entre 1 000 et 1 200 euros par mois, une somme inaccessible à l'immense majorité des familles populaires qui attendent depuis des années un logement social. Elles devront demeurer dans des habitats insalubres et suroccupés.

La présidente de région le sait pertinemment mais, plutôt que de contraindre ses amis de Neuilly, du Vésinet ou de Levallois à construire des logements sociaux, elle veut faire d'une pierre deux coups : elle se présente comme la championne de la lutte anti-ghettos, tout en économisant sur les collectivités territoriales qui, elles, continuent de construire de tels logements !

Aline Urbain



RSA : allocataires soumis au travail gratuit

Au 1^{er} mars 2017, le département du Haut-Rhin pourra supprimer le versement du RSA aux allocataires qui n'accomplissent pas un certain nombre d'heures de travail bénévole.

Déjà, l'an dernier, le conseil départemental avait voté une mesure similaire. Mais le tribunal administratif, en octobre dernier, l'avait jugée partiellement illégale. Ce tribunal avait certes écrit que le RSA ne pouvait être supprimé au motif de « non-accomplissement d'heures de bénévolat », mais il avait précisé : « sauf à constater [que ces heures de bénévolat] figurent parmi les

engagements souscrits dans le cadre d'un contrat ».

Eric Straumann, président Les Républicains du département, s'est engouffré dans cette brèche. Le département a voté la mise en place, pour le 1^{er} mars, d'un contrat d'engagement réciproque, que ses tenants présentent comme « librement débattu, énumérant des engagements réciproques en fonction de la situation particulière de

l'intéressé ». L'engagement réciproque, en l'occurrence, est celui d'effectuer sept heures par semaine de travail bénévole. Belle hypocrisie que de parler de contrat librement débattu entre d'un côté une administration, de l'autre une personne sans ressources dont l'allocation de survie dépend de sa signature. Comment oser parler dans ce cas de travail bénévole, comme si la personne était volontaire pour effectuer un travail gratuit. Le résultat est que, dorénavant, le RSA pourra être suspendu ou même supprimé à ceux,

parmi les 20 000 allocataires du département, qui ne signeront pas.

Le département du Haut-Rhin n'est pas le seul à essayer de s'en prendre aux allocataires du RSA. Le département de l'Eure par exemple exige qu'on lui fournisse les relevés des comptes bancaires. Il s'agit pour le président du conseil départemental de faire plaisir à la partie de son électorat qui adore les mesures anti-assistés.

Cette mesure vise à stigmatiser les allocataires du RSA, les présentant au mieux comme des

fainéants, au pire comme des fraudeurs. Les raisons invoquées – lutter contre la fraude liée au RSA, faire des économies sur le budget des départements – sont des prétextes. Une part très importante des bénéficiaires potentiels du RSA, que la CAF chiffre à 35 % au niveau national, ne le réclament pas, découragés, affolés devant la masse de documents à présenter, soucieux de ne pas être des assistés. Mais pourquoi rater une occasion de s'en prendre aux plus pauvres ?

Bertrand Gordes

Groupe Renault : année record... de l'exploitation

La direction de Renault vient d'annoncer ses résultats pour l'année 2016. Cette année encore, l'argent déborde : le chiffre d'affaires est en hausse de 13,1 % par rapport à 2015.

La « marge opérationnelle » est en hausse de plus de 38 %. Et le bénéfice net du groupe (3,5 milliards), obtenu après déduction des impôts, agios, etc., est lui aussi en hausse de 19 %. C'est bien grâce à l'exploitation des 120 000 salariés qui travaillent pour Renault dans le monde.

Carlos Ghosn, le PDG multimillionnaire de Renault, se félicite logiquement de ces résultats record. Promettant aux actionnaires des dividendes en hausse de 31 %, il se rengorge de la poursuite de la réduction des coûts. Il a en effet à son tableau de chasse quelque 8 000 emplois supprimés rien qu'en France, dans le cadre de son premier plan de compétitivité triennal signé en 2013. Durant ces trois années-là, plus de 2 milliards d'euros auront été distribués aux actionnaires, pendant que, pour les travailleurs, c'étaient les salaires gelés, l'augmentation des horaires et des cadences ou de la charge de travail. Quant aux 1 800 embauches évoquées pour 2017, elles ne sont pas destinées à soulager

les conditions de travail, de plus en plus éprouvantes dans les usines et les bureaux d'études. Bien au contraire.

Si Ghosn peut parader aux yeux des bourgeois en champion du profit – et se faire grassement rémunérer, 41 000 euros par jour, à ce titre – c'est surtout parce qu'il est aussi le champion de la précarisation du travail. C'est notamment au détriment de la santé et des salaires des 9 000 intérimaires qui travaillent pour Renault en France, aux salaires les plus bas, que le PDG et les actionnaires peuvent étaler leurs résultats.

Une nouvelle fois, la direction de Renault tente de faire passer les augmentations générales de salaire aux oubliettes. Alors que les salaires sont bloqués depuis 2012, elle compte sur les diverses primes promises, dont la prime d'intéressement, pour faire oublier la perte de pouvoir d'achat subie par l'immense majorité des salariés. Or, même si ces primes, représentant souvent l'équivalent de deux mois de salaire, seront évidemment les



bienvenues, elles ne font pas le compte.

D'une part, pour des milliers de travailleurs intérimaires, prestataires ou salariés de sous-traitants, qui participent amplement à fabriquer les profits de Renault, elles n'existent tout simplement pas. D'autre part, comme toutes les primes, elles manqueront cruellement à l'âge de la retraite.

Les annonces flamboyantes de Renault à l'usage des actionnaires prouvent en même temps que, pour les travailleurs, de l'argent il y en a dans les caisses du patronat. Il s'agit d'aller le chercher, en exigeant pour commencer 300 euros de plus pour tous par mois, intérimaires, prestataires et travailleurs de la sous-traitance compris, comme simple rattrapage. Et, pour tous les plus bas salaires, dont ceux des milliers d'intérimaires, aucun salaire mensuel ne doit être inférieur à 1 800 euros net.

Correspondant LO

ESPA Hutchinson : la direction a dû céder

Après deux semaines et demie de grève, la direction d'ESPA Hutchinson de Fleury-les-Aubrais, près d'Orléans, a été contrainte d'accepter les revendications des grévistes.

Après avoir commencé par des débrayages, les 80 travailleurs de la production de cette entreprise, qui fabrique des pièces caoutchouc pour Airbus,

SNCF ou Alstom, avaient rapidement décidé l'arrêt total de travail. Au début, ils laissaient entrer les camions, qui se sont vite faits rares, car il n'y avait pas grand-chose à transporter.

Ils ont ensuite bloqué les entrées avec des palettes, et on sentait monter le mécontentement devant l'intransigeance du patron. Mais leur ténacité

n'a pas faibli. « La grève, quand c'est parti, c'est parti », disait un travailleur sur le piquet. Et c'est bien cela qui a compté.

Si la direction a cru sauver la face en n'accordant que 1,4 % au lieu des 1,5 % que réclamaient les travailleurs, il s'agit d'une victoire due à leur détermination.

Correspondant LO



CHRISTELLE BESSEYRE

Iveco bus – Annonay : le préjudice d'anxiété reconnu

Une cinquantaine d'anciens salariés de RVI Annonay, en Ardèche, aujourd'hui Iveco bus, ont eu gain de cause en Cour de cassation dans leur demande d'indemnités pour préjudice d'anxiété du fait de leur exposition à l'amiante.

Il avait fallu des années pour obtenir que le site d'Annonay soit classé amiante en 2007, ce qui avait permis aux travailleurs exposés de partir plus tôt à la retraite. Le site Renault Trucks de Vénissieux, ex-RVI, vient enfin lui aussi d'être reconnu « amiante » alors que l'usine Ponts-Essieux de Saint-Priest ne l'est toujours pas.

Mais, pour les retraités de ces usines qui peuvent partir plus tôt, ou ceux qui sont partis avant, il reste la peur de tomber malade, en voyant certains de leurs anciens collègues mourir des conséquences de leur exposition à l'amiante. D'où leur

demande d'indemnités pour préjudice d'anxiété. À Vénissieux aussi, des dossiers sont en train d'être constitués.

Les retraités d'Annonay avaient déjà gagné aux Prud'hommes en 2014, puis en cour d'appel et enfin en Cour de cassation. Car la direction d'Iveco a fait chaque fois appel. Et cette fois, elle a encore la possibilité de se tourner vers la Cour européenne des droits de l'homme.

Les patrons de ces grandes entreprises n'ont pas été gênés d'exposer leurs salariés à l'amiante pendant des années, alors qu'ils en connaissaient les dangers, mais ils repoussent le plus possible le moment de devoir écorner un peu leurs bénéfices pour les indemniser. Pas de problème en revanche quand il s'agit d'arroser les actionnaires!

Correspondant LO

Amcor Flexibles : de quoi avoir la rage

Les 86 travailleurs de l'usine Amcor Flexibles d'Argentan dans l'Orne ont appris le 9 février, à l'occasion d'un comité d'entreprise, la fermeture de leur site avant l'été 2017. Les résultats du groupe sont pourtant florissants.

Amcor, dont le siège mondial est basé en Australie, est l'un des leaders internationaux de l'emballage. 27 000 salariés dans plus de 180 usines et 43 pays produisent aussi bien des emballages stérilisés pour les hôpitaux, des emballages souples pour l'industrie alimentaire, que des boîtes-boisson ou des produits cartonnés pour la parapharmacie ou les paquets de cigarettes.

À Argentan, l'une des 14 usines du groupe en France, les travailleurs produisent depuis le début des années 1960 des emballages pour le fromage et la viande. Quoi de plus logique dans

une région, la Normandie, où l'élevage des bovins et la production de lait sont la principale activité agricole ? Mais la seule logique des actionnaires est celle du profit maximum à l'échelle du groupe. Et Amcor dispose de sommes colossales pour acheter des usines dans le monde entier : Alcan Packaging (ex-Péchiney) en France en 2010, Marfred aux USA en 2011, Aperio en Nouvelle-Zélande en 2012, ou encore dernièrement en 2016, pour 25 millions d'euros, la société Hebei Qite Packing en Chine.

C'est dire qu'Amcor, quels que soient ses choix d'investissements ou de désinvestissements, a l'argent nécessaire pour maintenir tous les emplois sur chacun de ses sites et en tout cas de continuer à payer les salaires de tous les travailleurs, à Argentan comme ailleurs.

Correspondant LO

APF - Orly : manifestation contre une direction arrogante

Environ une centaine de manifestants, salariés de l'association des paralysés de France (APF) et militants CGT, se sont réunis mardi 7 février devant le site APF d'Orly, à l'appel de l'union départementale CGT du Val-de-Marne.

Les manifestants protestaient contre la nouvelle direction qui dégrade les conditions de travail des salariés et en plus s'attaque aux militants syndicaux. Il y a aussi eu un débrayage d'une heure en solidarité, à Échirrolles dans l'Isère.

Le site d'Orly emploie environ 60 salariés en situation de handicap, en grande majorité payés au smic. Il s'agit d'activités de montage électronique, de câblage électronique pour des clients comme Air France, RATP, SPIE, Bouygues, Fresenius. Il y a aussi une plate-forme de téléphonie pour Engie ou

encore des prestations extérieures pour Safran.

Les entreprises adaptées aux salariés handicapés bénéficient de deux aides de l'État, une aide correspondant à 80 % du smic pour chaque travailleur en situation de handicap et une subvention annuelle qui était par exemple de 31 000 euros en 2014. Les employeurs ne s'y trompent pas. Comme le disait le directeur de Thomson dans un entretien avec le journal *Le Parisien* en avril 2016 : « APF reçoit des subventions d'État pour faire travailler des salariés handicapés.

Ces aides font baisser les coûts de production et donc le prix final, ce qui permet à Thomson de proposer des prix compétitifs. »

Dans le même temps, la direction du site supprime les augmentations de salaire versées sous forme de primes de polyvalence, n'embauche pas les salariés au niveau de leurs diplômes et les convoque pour sanction disciplinaire dès qu'ils demandent l'application de leurs droits. Une grande majorité des salariés avaient déjà réagi par une lettre pétition au conseil d'administration de l'APF, dans laquelle ils demandaient un rendez-vous pour mettre à plat le blocage de leurs salaires, les ponctions sur salaire dues au retard lié aux transports en commun, l'anticipation des productions et la perte incessante des partenariats avec les autres entreprises. Dernièrement, les travailleurs ont dû démanteler des compteurs électriques usagés contenant du plomb. À ce jour, 25 salariés sont soit en arrêt maladie, soit en mi-temps thérapeutique.

La direction attaque aussi les militants CGT, qui sont harcelés, poussés à



bout, au point qu'en juin dernier la secrétaire du syndicat a craqué et a dû être hospitalisée. La situation ne s'arrangeant pas, en décembre elle a tenté de mettre fin à sa vie sur le lieu de travail. Beaucoup ont donc tenu à être présents lors de ce rassemblement pour prendre la parole, raconter leurs conditions de travail au quotidien, dire la colère et leur soutien à leur camarade. C'est avec des slogans comme « Chanel (nom du nouveau directeur), soit tu nous reçois, soit on ne part pas » qu'ils ont longuement protesté.

Le lendemain de cette mobilisation réussie, la direction répondait par écrit à la CGT, ce qu'elle refusait de faire depuis des mois, pour dire que tout ce que les salariés ou les délégués disaient était des affabulations, allant même jusqu'à sous-entendre que la tentative de suicide aurait été simulée. Mais elle proposait quand même un rendez-vous de discussion avec les représentants CGT.

Comme l'ont dit beaucoup de manifestants, pour mettre fin à l'arrogance de cette direction il faudra sûrement remettre cela.

Correspondant LO

Sophartex - Dreux : une riposte à la mesure de la colère

Chez Sophartex à Dreux, usine de produits pharmaceutiques de 350 salariés, la grève commencée jeudi 2 février s'est poursuivie et étendue. Elle est partie d'un secteur de l'usine, le Mélange, et d'une trentaine de salariés grévistes qui se sont adressés à tous leurs collègues.

À partir du jeudi 9 février, la grève a touché plus d'une centaine de travailleurs du site, la production ne sortant plus qu'au compte-gouttes.

En cause : des salaires arbitrairement fixés par la direction, selon des critères dont elle seule décide, avec des salaires bloqués et des compétences méprisées pour nombre de travailleurs en poste depuis des années.

Pourtant, cette entreprise de sous-traitance pharmaceutique, qui a pour clients les grands trusts du secteur, ne connaît pas la crise. En décembre dernier, le directeur annonçait un chiffre d'affaires record. Et cela à l'issue de plusieurs semaines où les travailleurs avaient dû venir travailler le samedi. Les carnets de commandes sont pleins et les profits rentrent, mais cela ne se traduit pas sur la feuille de paie.

À cela s'ajoutent les propos arrogants tenus par la direction traitant les ouvriers de *Calimero*, sous-entendant qu'ils se plaignent

pour rien. Tout au long de la grève, cette direction hautaine a dû faire profil bas, certains chefs se sont mis aux abonnés absents.

De leur côté, les travailleurs en grève se retrouvent chaque jour pour un barbecue à l'entrée du site, rejoints par des non-grévistes et des intérimaires, afin de discuter des suites à donner à leur action.

Lundi 13 février, la grève s'est maintenue au secteur Mélange. Le directeur a accepté de recevoir des représentants des grévistes, qui ont réaffirmé leur détermination à obtenir la rectification des salaires, ceux du Mélange comme ceux des autres secteurs.

Les travailleurs de Sophartex continuent à se battre pour la revalorisation des salaires. Les grévistes sont fiers d'avoir mis les points sur les i, et d'avoir montré leur capacité à s'organiser et réagir collectivement. Une expérience qui ne pourra que ressusciter.

Correspondant LO

Grenoble : les aides à domicile protestent

Les salariées de l'ADPA de Grenoble, Association d'aide à domicile des personnes âgées, déjà en grève le 15 décembre dernier, l'étaient à nouveau le 9 février. Après un rassemblement à une cinquantaine devant le siège de l'association, les grévistes se sont rendues devant le conseil départemental de l'Isère, principal financeur de l'ADPA, pour exprimer toute leur colère face à la remise en cause de leurs conditions de travail.

La direction de l'association prétexte un déficit de 3 millions d'euros pour s'attaquer dès le 1^{er} mars aux conditions de travail des aides à domicile, à leur salaire et à leurs primes. Pourtant, la situation actuelle est déjà insupportable pour les salariées et l'absentéisme, lié à la fatigue, atteint 20 % des effectifs, selon la CGT. Il faudrait embaucher pour assurer un service plus humain pour les personnes



âgées. Les salaires proches du smic sont insuffisants et souvent tronqués par des temps partiels non choisis. La direction veut baisser les majorations de jours fériés et d'astreinte de 10 %, les frais kilométriques passeraient de 40 à 35 centimes par kilomètre. Elle veut réduire le temps entre les visites, des smartphones seraient fournis pour modifier en temps réel l'emploi du temps et définir de nouvelles visites. Le conseil départemental demande l'augmentation de la productivité, qui devrait passer de 72 à 78 %.

Ces salariées dont le travail est indispensable sont pourtant mal payées, mal traitées. On ne peut s'empêcher de penser aux emplois fictifs d'une certaine famille Fillon, rémunérés à hauteur d'un million d'euros par l'argent public, et aux dizaines de millions d'euros versés par les collectivités locales à des multinationales implantées localement.

Pour l'instant, l'ADPA comme le conseil départemental ne cèdent pas et n'envisagent qu'une réunion tripartite avec les syndicats.

Correspondant LO

Finances publiques : sous-traitants exploités, État responsable

Dans les centres des Finances publiques, le nettoyage est très majoritairement assuré par des salariés d'entreprises privées sous-traitantes. Tous les trois ans environ, un marché public est passé et une société est retenue.

À Paris, en 2009 et en 2012, TFN propreté a été retenu. Des salariés travaillant sur plusieurs sites ont fait grève en 2011, en 2012 et en 2015. Au cours de ces mouvements, ils ont gagné des passages de CDD en CDI, une prime mensuelle de 15 euros, une augmentation des horaires en temps partiels de deux heures et demie à trois heures et la

suppression d'une clause de mobilité les obligeant à se rendre parfois loin sur un autre site de travail.

En 2017, ce n'est plus une entreprise mais trois qui se partagent les sites des Finances publiques à Paris. L'État, pour conclure le marché, est passé par l'UGAP (organisme pour les achats publics), qui a retenu une société d'investissement

Incub Ethic qui elle, à son tour, a fait appel à trois entreprises de propreté. Évidemment, ces sociétés cherchent à réduire la masse salariale.

Ce changement a de nombreuses conséquences négatives pour les salariés. D'abord, ils ont dû attendre presque la fin du mois de janvier pour que leurs salaires de décembre leur soient versés par la société sortante TFN. Pire, début février, il manque le solde de tout compte non versé encore à certains des salariés.

Tous ces patrons ont

les mêmes combines pour diminuer les salaires. Ils prétendent d'abord ne pas avoir en main les dossiers de certains salariés transférés et donc ne pas vouloir les garder sans cela. Ils ne remplacent pas ceux qui sont partis en retraite en décembre ou en janvier, alors que la quantité de travail est la même. Ensuite, ils tentent de diminuer les heures des salariés, leur imposent à tous une nouvelle période d'essai alors qu'ils sont en CDI, et tentent de réintroduire la clause de mobilité.

La DGFIP (Direction

générale des Finances publiques) n'ignore rien de tout cela. C'est même elle qui organise ainsi le marché du nettoyage et couvre les pratiques de ces patrons voyous. L'État agit comme les entreprises du bâtiment mettant en œuvre une cascade de sous-traitants.

Heureusement, les salariés s'organisent collectivement, avec le soutien de militants syndicaux des Finances publiques, pour faire retirer les clauses illégales des contrats.

Correspondant LO

Écoles maternelles : Atsem en colère

Recevant le 13 février un rapport sur les conditions de travail des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem), Annick Girardin, la ministre de la Fonction publique, n'a répondu en rien à leurs attentes tout en leur adressant quelques belles paroles.

Ces 60 000 Atsem, presque toutes des femmes, sont indispensables à l'accueil des enfants en maternelle. Mais il n'y en a même pas une par classe. La ministre n'a évoqué aucun recrutement, préférant parler de « métier noble » qu'exercent ces « secondes mamans (...) séchant les grosses larmes »

des enfants.

En réalité, la ministre n'a prêté attention aux Atsem, reconnaissant « des conditions de travail parfois extrêmement difficiles » et « un manque de débouchés et de perspectives », que parce qu'elles s'étaient mobilisées au cours de deux journées de grève, en décembre et en février. À cette occasion, l'une d'elles avait protesté : « Nous sommes payées au smic, nous travaillons 40 à 45 heures par semaine, on nous en demande beaucoup et nous n'avons rien en échange. » En ce qui concerne leurs conditions de travail, la ministre a promis une étude,

c'est-à-dire rien, et pour les salaires rien non plus. L'augmentation minable de 0,6 % du point d'indice au 1^{er} février, c'est-à-dire 25 centimes par jour, est tout ce que le gouvernement accorde aux Atsem.

Comme tous les salariés de la catégorie C de la Fonction publique, les Atsem ne se voient proposer comme évolution qu'un hypothétique concours qui, à condition d'y être reçu, pourrait mener à un autre métier classé en catégorie B, un peu mieux rémunéré.

Jusqu'au bout, ce gouvernement ne veut rien lâcher au bénéfice des travailleurs.

Lucien Detroit



ALEXANDRE BOUCHER

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2017.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Licenciements : à bas le secret des affaires !

Vivarte est un exemple d'entreprise qui licencie et dont les actionnaires sont des fonds vautours. Ces derniers ont pour tactique de démanteler, liquider les groupes en difficulté qu'ils rachètent. Ils sont à la fois actionnaires et créanciers. C'est en particulier de cette manière qu'ils font leurs profits.

Le premier fonds à avoir plombé les comptes du groupe est le fonds britannique Charterhouse, qui l'a racheté en 2007 pour 3,2 milliards, somme qu'il a intégrée en grande partie au passif de l'entreprise, comme la loi l'y autorise. Que les salariés soient soumis aux agissements de tels fonds est scandaleux, car c'est leur vie quotidienne qui est en jeu.

Le groupe n'étant pas coté en Bourse, Vivarte n'a pas l'obligation de rendre publics ses comptes. Certaines informations finissent par être dévoilées, mais elles restent parcellaires.

Le groupe est-il en difficulté du fait de mauvaises stratégies ou de la baisse des ventes depuis 2008, selon les arguments donnés par le

nouveau PDG ? L'est-il parce que son capital a été siphonné par ces fonds vautours ? C'est ce que dénonce l'ex-PDG du fait de son désaccord avec les actionnaires sur la stratégie à adopter. Qui s'est enrichi et combien de millions ont engrangés les propriétaires successifs du groupe ? Le nouveau PDG, un spécialiste du dépeçage des entreprises, prétend que les actionnaires veulent sauver le groupe et qu'ils vont perdre de l'argent.

Pour que les salariés puissent connaître la vérité, il faudrait que chacun puisse dire ce qu'il remarque, dénoncer les mouvements de fonds qu'il observe au fur et à mesure. Quelles que soient les manipulations comptables faites, quels que soient les choix stratégiques, il y



a forcément des salariés au courant et qui pourraient les dénoncer. La force du monde du travail est d'être au cœur des activités commerciales, bancaires ou industrielles. Elle est entravée par le secret qui est imposé sous la menace de licenciement, de devoir rendre des comptes à la justice et d'être empêché de retrouver du travail ailleurs.

La levée du secret commercial, bancaire et industriel permettrait aux salariés de mettre en commun ce qu'ils savent. Ils pourraient connaître l'état réel des comptes, à quel point le fruit de leur travail est volé par les actionnaires et savoir qui devrait payer pour le maintien des emplois et des salaires. Mais ils pourraient aussi surveiller

en permanence les agissements des patrons.

Nathalie Arthaud, dans sa campagne, met en avant cette nécessité de lever le secret des affaires. C'est une des mesures indispensables pour s'opposer aux attaques des patrons sur les emplois, les salaires, et pour s'en prendre au pouvoir des capitalistes sur l'économie.

Inès Rabah

BNP Paribas : profits insuffisants pour capitalistes insatiables

« Excellent ! Nous avons dépassé tous les objectifs chiffrés que nous nous étions fixés », se félicitait début février le PDG de BNP Paribas à l'annonce des 7,7 milliards de bénéfice net pour 2016, en hausse de 15 % par rapport à 2015.

Pourtant, dans les heures qui ont suivi, le titre chutait à la Bourse de Paris, entraînant à sa suite ceux de la Société générale et du Crédit agricole. Eh oui, un bénéfice plus que doublé pendant les trois derniers mois, des dividendes en progression moyenne annuelle de 9 %, et

ce malgré les taux d'intérêt encore très bas fixés par les banques centrales, cela ne comble pas totalement les capitalistes, qui en veulent encore plus.

Pourtant, plaide le PDG, la banque qu'il pilote a réussi à affronter des vents contraires, de conjoncture,

de réglementation, elle a fait face aux pertes de sa filiale italienne, la BNL, 36 millions d'euros tout de même, malgré les fermetures d'agences (100) et les suppressions d'emplois (700). Elle a courageusement restructuré son activité de banque de détail, destinée à capter les salaires de ses millions de clients, en supprimant, en France et en Belgique également, plusieurs centaines d'agences et près de 2 000 emplois sur trois ans.

Pourtant, la BNP Paribas a consciencieusement accélééré ses activités de courtage, autrement dit de spéculation sur les devises et les matières premières, qui ont connu un bond après l'élection de Trump. Elle a soigné ses deux cents filiales nichées dans les paradis fiscaux. Elle a même – il n'y a pas de petits profits – augmenté les frais de tenue de compte de 77 % entre 2015 et 2016, au point de pouvoir faire une pause en 2017.

Mais les capitalistes

insatiables qui y placent leurs milliards veulent que cette machine à fric soit encore plus rentable !

Rien, ni les gesticulations dérisoires de Macron, ni les réglementations hypocrites édictées par les États, ne peut calmer la soif de profits des capitalistes et des banquiers. Pour y mettre un terme, pour pouvoir utiliser leurs fonds dans l'intérêt bien compris de la population, il faudra, tôt ou tard, les exproprier.

Viviane Lafont

Fillon et la sainte parole

Entre le 11 et le 13 février, Fillon est venu chercher l'absolution auprès des électeurs de droite de La Réunion.

Sans craindre le ridicule, il est allé faire des genuflexions devant le curé de Saint-Gilles et a dû écouter son sermon aux termes tirés fort à propos de l'Évangile : « Accorde-toi vite avec ton adversaire pour éviter que ton adversaire ne te livre au juge et qu'on ne te jette en prison. Amen, je te le dis, tu ne t'en sortiras pas avant d'avoir payé jusqu'au dernier sou », y est-il dit !

Mais il faut croire que l'eau bénite n'a pas chassé le diable qui se cache dans l'esprit de Fillon.

Lors d'une visite dans une entreprise de Bras-Panon, il a rappelé que son objectif pour les entreprises est la baisse des charges, moins de réglementation, moins de normes, moins

d'impôts et moins de dépenses publiques.

Avec un tel sermon, c'est le patron en question qui était aux anges !

CHRÉTËN, GAULLISTE, HONNÊTE...



Fil rouge

A-t-il fumé la moquette ?

Sur son absence de programme, Macron a trouvé la parade : « C'est une erreur de penser que le programme est

le cœur d'une campagne », a-t-il répondu au *Journal du dimanche*. Pourquoi donc ? Parce que, d'après lui, « la politique c'est mystique », « c'est une magie ».

C'est vrai que Macron et ses semblables pratiquent une forme de magie consistant à faire croire aux électeurs que les mesures bonnes pour le patronat le seraient également pour tous. Mais Macron parle ainsi de sa relation avec les électeurs : « Comment se construit le pouvoir charismatique ? C'est un mélange de choses sensibles et de choses intellectuelles. J'ai toujours assumé la dimension de verticalité, de transcendance (...) Il faut tresser les deux, l'intelligence et la spiritualité. » Et de conclure, en toute modestie : « La dimension christique, je ne la renie pas. (...) Je ne cherche pas à être un prédicateur christique. »

C'est vrai que, pour quelqu'un qui a rendu possible l'achat de clous et de

planches le dimanche dans les magasins de bricolage, il vaut mieux ne pas se prendre pour Jésus.

Bayrou jaloux

« Jamais, dans l'histoire de la République, un candidat aux plus hautes fonctions, à la présidence de la République, n'a été ainsi sous l'influence des puissances d'argent », a déclaré François Bayrou à propos de Fillon.

Bayrou est un connaisseur, lui qui a vu défiler Sarkozy, invité à passer ses vacances sur le yacht de Bolloré, Chirac ami de Dassault, ou Mitterrand, proche d'André Rousselet, créateur de Canal Plus, et de Jean Riboud, patron de Schlumberger. Il sait que, pour arriver à la plus haute fonction, il faut y être fortement aidé par les puissances d'argent. On sent même dans ses propos une pointe de regret pour le fait que celles-ci, visiblement et malgré toutes ses qualités, ne misent pas tellement sur le cheval Bayrou.